



LE PROXA

MARDI 31 AOUT 1971

N° 1799

Prix 100 FG

Onzième Année

Pour la grandeur de notre Révolution l'épuration est indispensable

BANGOURA KARIM

EX-SECRETAIRE D'ETAT
AUX MINES ET INDUSTRIE

Poincaré et lui fis mon premier rapport sur la situation en Guinée.

Mon rapport avait pour contenu un ensemble de recommandations que je faisais à travers le service secret au gouvernement français en vue d'adapter sa politique aux nouvelles réalités guinéennes et dans le but de maintenir l'influence française en Guinée et de sauvegarder ses intérêts présents et futurs.

Lorsque j'eus donné mon accord définitif pour mon recrutement, Jacques Périer a été mandaté par le réseau français en 1958, pour discuter avec moi en vue de fixer mes appointements, primes et avantages. Mes appointements étaient de 2 000 dollars correspondant au nouveau montant de l'indemnité parlementaire fixée par le gouvernement soit 500 000 CFA par mois. Ceci représentait le prix mensuel des services ordinaires que je devais rendre (renseignements sur la situation nouvelle en Guinée).

— Une voiture Beaulieu à l'état neuf m'a été offerte.

— Mes pensions proportionnelles ont été maintenues au titre de la retraite parlementaire soit 360 000 anciens francs français par trimestre.

Depuis mon recrutement j'ai perçu au titre du réseau français, de 1958 à la date de mon arrestation :

— Au titre des appointements mensuels 79.500.000 CFA
— Au titre des Services rendus à titre exceptionnel 8.150.000 CFA

TOTAL : 87.650.000 CFA

S'agissant des services exceptionnels j'avais déjà perçu de la Compagnie FRIA en Mars 1957 : 1.250.000 CFA

En Novembre 1959, à l'occasion de la nationalisation des Bauxites de Kassa, pour communication de renseignements confidentiels émanant du gouvernement guinéen et pour mon aide active en vue de retrouver une solution favorable aux intérêts français, j'ai reçu une première



EDITORIAL

DENONCEZ-LES TOUS

L'histoire des Peuples nous enseigne qu'il y a eu des hommes qui, durant de longues années, menaient une vie de privilèges, d'honneurs et qui, par la suite, ont sombré dans la réprobation générale et dans la honte.

A la lumière de cette assertion, les aveux, on ne peut plus ahurissants de la 5e colonne doublés de constatations accablantes qu'offre aujourd'hui le visage de notre pays, auront donné matière à réflexion aussi bien au philosophe qu'aux sociologues et historiens guinéens de demain.

En effet célèbre général auréolé de palmes, intrépide colonel, respecté ministre et conseillers aux avis intrinsèques d'hier, tous hauts responsables nantis de tous les pouvoirs et privilèges sont aujourd'hui pour la plupart les damnés de notre société telle est grande leur trahison et odieux leurs crimes : meurtre collectif, dénigrement du régime populaire, divulgation manifeste de secrets d'Etat, désorganisation de l'économie et alliance dans la grande conjuration impériale-portugaise du 22 Novembre 1970.

En responsable, chacun d'eux disposait du savoir requis et de l'approbation du Peuple qui ne cesse de réaffirmer son souci de demeurer souverain dans quel que domaine que ce soit. Mais en fait cette responsabilité devait connaître une autre orientation. En effet, dans un pays comme le nôtre, le responsable accomplit des tâches de bâtisseur, d'animateur de moteur de toutes les actions. Il remplit une mission de guide pour tous ceux qui l'entourent et pour ses concitoyens. Il doit être un pôle de rayonnement de valeurs morales, du progrès et de l'élevation du niveau de vie des populations. En technicien de la Révolution son devoir est d'être l'exemple à suivre. Ainsi compris, chacun d'eux avait pour devoir essentiel de s'appliquer, scrupuleusement, sans défaillance, à conquérir, au profit de l'Etat, la confiance totale, le respect et l'attachement des hommes. Travail harassant mais noble combat devant s'effectuer parmi les hommes pour le profit des hommes et pour la grandeur et la gloire d'une Révolution qui libère les larges masses

Je me nomme Bangoura Karim né le 17 Juillet 1922 à Wonkiffong, Région Administrative de Dubréka. Fils de El-Hadj Bangoura Sogbet et de Sylla Mata. Ex-Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Mines. Je suis marié et père de 10 enfants. Jamais condamné.

Je reconnais être membre des trois services secrets étrangers ci-dessous :

- 1° — Le service secret français depuis 1958
- 2° — Le service secret américain depuis 1964
- 3° — Le service secret ouest-allemand depuis 1966.

J'ai adhéré aux services secrets français par l'intermédiaire de Perier Jacques (si je me souviens) qui siégeait avec moi à l'Assemblée de l'Union Française (groupe radical tendance du Président Mendès). Il représentait les anciens Etablissements Français de l'Inde (Pondichery) et avait à Conakry un compatriote et un ami du même nom, administrateur alors en service au bureau des Affaires Politiques. Perier était un ancien officier de l'Armée française (peut être Commandant ou Colonel) et avait servi à ce titre dans les services de renseignements. Avec la suppression du mandat de Conseiller de l'Union Française, le rattachement des Etablissements Français de l'Inde qu'il représentait à l'Union Indienne, il se sentait en porte-à-faux de carrière et voulait comme tous les anciens officiers après le retour au pouvoir du Général de Gaulle, jouer un important rôle politique. Il m'invita à déjeuner fin Septembre 1958, à mon retour de Conakry. Il me dit qu'il avait de puissantes relations dans l'entourage du Général et que je pouvais de Conakry lui donner des indications exactes. Il en userait pour redresser la situation entre la France et la Guinée. Mais il tenait à une liaison directe.

Il me dit que c'était aussi illégal et une erreur de la France d'avoir brutalement supprimer l'indemnité des parlementaires originaires de Guinée, sans délibération des Assemblées respectives. C'est alors qu'il me dit qu'il envisagera de me faire bénéficier du même montant mensuel passé de 300.000 à 500.000 CFA, soit 2.000 dollars par le nouveau gouvernement du Général. Il n'ajouta pas plus sinon qu'il verrait avec la trésorerie de l'Assemblée, le numéro de mon compte bancaire.

Je promets que je n'écirai pas, que je lui ferai un rapport oral à l'occasion d'un premier retour en France.

On se sépara. Je rentrai définitivement à Conakry en Octobre 1958. En Juillet 1959, sept mois après je revins à Paris : je rencontrai Mr. Perier chez lui, Avenue Raymond

de : 800.000 CFA

Puis en Juin 1962, à l'occasion des difficultés éprouvées par la Compagnie Minière, j'ai agi pour retarder sa mise en liquidation et à ce titre, j'ai perçu successivement en Juin 1962 : 600.000 CFA, en Décembre 1965 : 500.000 CFA, en Septembre 1964, pour contrer les propositions de l'U.R.S.S. au sujet du projet de Konkouré, il m'a été versé 1.500.000 CFA.

Mon action en vue de permettre à la Sidérurgie française de participer à l'exploitation du Mont-Nimba, m'a valu : 2.250.000 CFA.

Et enfin tout récemment il m'a été demandé de faire en sorte que les projets de Tougué et de Dabola en négociation d'une part avec la Suisse d'autre part avec les Yougoslaves ne soient pas réalisées sans la participation du groupe Aluminium français, à ce titre, j'ai reçu en Octobre 1970 : 1.250.000 CFA.

Soit le total indiqué ci-après : 8.150.000 CFA.

Tous ces versements ont été effectués à mon compte ouvert à la B.N.C.I. place Vendôme Paris 8ème

Mon adhésion à la C.I.A. a eu lieu en 1964 à Washington où j'étais en poste comme Ambassadeur de mon pays depuis le 4 Février 1963. L'intermédiaire a été Diallo Sory originaire de Guinée et installé comme restaurateur à New-York depuis 30 ans. Cet homme très introduit dans tous les milieux américains jusqu'au département d'Etat s'est prévalu auprès de moi de ses relations avec un de mes amis personnels l'ancien Ambassadeur en Guinée Attwood. Effectivement mon recrutement définitif s'est effectué auprès de ce dernier et c'est avec lui que nous avons réglé la question des avantages financiers et matériels.

A ce titre, mes appointements mensuels ont été fixés à 5.000 dollars et une prime d'adhésion de 50.000 dollars m'a été versée. En outre j'ai reçu dans la même période :

- une voiture Ford
- un magnétophone d'intérieur

Les services exceptionnels que j'étais également amené à rendre donnaient lieu à des versements supplémentaires dont je vais donner les détails. Ainsi depuis mon recrutement jusqu'à la date de mon arrestation, j'ai reçu comme argent de la C.I.A. :

- au titre des appointements mensuels : 450.000 dollars
- au titre de la prime d'adhésion : 50.000 dollars
- au titre des services exceptionnels : 157.000 dollars

Soit au total : 657.000 dollars

Ces services exceptionnels s'analysent comme suit En 1965 et 1967 pour ma contribution à l'organisation de visites de personnalités américaines en Guinée : 40.000 dollars.

En Juillet 1965 pour ma contribution lors de la signature de Boké : 25.000 dollars.

Les négociations de Boké m'ont rapporté de la part des sociétés américaines partenaires des primes substantielles

- en Octobre 1966 de HARVEY : 12.000 dollars
- en Décembre 1966 de ALCAN : 20.000 dollars
- en Janvier 1967 de ALCOA : 25.000 dollars

Cette mission, ces hauts responsables (aujourd'hui timbrés 5e colonne) l'avaient acceptée et applaudie à cœur joie en meetings populaires comme en congrès du Parti, composé odes et hymnes et chanté la justice de notre Révolution aussi bien dans ses structures que dans ses méthodes.

Mais de même qu'il ne suffit pas d'écrire un chant révolutionnaire pour être révolutionnaire, de même le diplôme n'est pas critère d'utilité et de fidélité au Peuple, de même le maniement d'une arme ne saurait être une mention de bon militant si, au lieu de s'en servir pour combattre l'impérialisme, on en dirigeait le canon contre le Peuple. Ainsi l'homme reste-t-il ce qu'il est, c'est-à-dire une véritable équation énigmatique dont la solution ne peut se trouver non dans un laboratoire, mais dans le corps à corps de lutte de classes.

Aujourd'hui et à la lumière des événements pathétiques que nous vivons, l'agression du 22 Novembre aura permis au militant PDG de méditer maintes vérités fondamentales du Responsable Suprême de la Révolution et mieux, d'établir désormais une ligne de démarcation entre l'ami et l'ennemi, entre le vrai et le faux, entre une M'Balia Camara et les révolutionnaires du genre de Diabaté Yédoua, Diawara Diéné, Tounkara Tibou, Kassory Bangoura, Emile Condé, éloquentes parleurs, fins dissimulateurs, démagogues accomplis, marxistes de jour mais nuitamment valets de l'impérialisme. En chiens fidèles des Services Secrets de l'OTAN, et en hommes caméléons camouflés dans les rangs de la Révolution cette clique ne pouvait tromper les masses qu'une partie du temps.

Pour atteindre la Guinée, l'impérialisme a fait table rase momentanément de ses contradictions en Afrique. C'est le même phénomène que nous constatons à l'endroit des diverses factions anti-guinéennes : lutte pour le pouvoir personnel, régionalisme, débâche, affaire d'argent de la trahison etc... tout cela avait été provisoirement laissé de côté. A l'instar de de leurs maîtres, ces lâches étaient aussi unis et d'accord pour que l'impérialisme assassine la Guinée et les aide à se hisser sur un trône constitué de cadavres de leurs concitoyens.

Ainsi le double jeu contre-révolutionnaire de cette clique s'installait déjà en gangrène et menaçait la ligne d'unité du Parti dont certains militants commençaient à perdre de vue en prêtant foi à leur propagande de discrédit manifeste.

Aujourd'hui encore, devant l'imminence d'une nouvelle agression dont le tocin retentit déjà à nos portes et frontières, l'invite en date du 28 Février 1966 du Timonier de notre Révolution surgit à l'esprit : « Restez unis camarades, restez vigilants, restez fermes, dénoncez les corrupteurs, tous les corrompus, tous ceux que vous voyez, à partir de minuit rendre visite à telle ambassade, recevoir tel monsieur, donner ou recevoir tel cadeau, dénoncez-les tous. Nous les enverrons se reposer à l'ombre afin que la Révolution continue son chemin ».

LA 5^{ÈME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

rs 1968 pour la défense des intérêts de U.S. STEEL, dans la constitution de Mifergui en vue de l'exploitation du Mont-Nimba : 15.000 dollars

— enfin en Octobre 1968, pour la fin des négociations avec la Banque Mondiale : 20.000 dollars

Soit le total indiqué plus haut de : 157.000 dollars
Ces sommes ont été versées à mon compte ouvert en Février 1964 à la Banque Américaine Sécurité de Washington dont le numéro est : 01-124-86-726.

Je précise que j'effectuais toutes mes opérations bancaires sous le couvert de Mr. Thomas H. Wright JR. dont la dernière adresse était à la Fondation Ford à New-York.

Enfin, j'ai adhéré aux réseaux ouest-allemands en Juillet 1966 par l'intermédiaire de Wolfgang Simon, Directeur Vaw (Aluminium Allemand). C'est avec lui que j'ai traité les questions financières et matérielles. Mes appointements mensuels ont été fixés à 4.000 dollars et une prime d'adhésion de 100.000 dollars m'a été versée. J'ai perçu en outre des primes exceptionnelles pour les services spéciaux.
— De 1966 à 1970, j'ai donc reçu au titre des appointements : 240.000 dollars

— au titre de la prime d'adhésion : 100.000 dollars
— au titre des services spéciaux : 26.250 dollars
Soit le total de : 366.250 dollars

En outre il m'a été remis un poste radio-magnétophone. S'agissant des services exceptionnels, ils ont consisté en des primes reçues à l'occasion d'investissements allemands en Guinée pour la contribution à la signature des accords.

Ainsi au titre des projets Boké, 1966-1967, j'ai reçu 3.750 dollars

— au titre du projet Fria pour l'extension : 3.750 dollars
— au titre de l'action agricole : 3.750 dollars

— pour l'étude du Mont-Nimba (Société Tractonnel) : 2.500 dollars

— pour avoir aidé à la désignation du Dr. Simon Co-Directeur Européen de la CBG : 7.500 dollars

Enfin pour avoir proposé la tenue du Conseil d'Administration à Bonn en Octobre 1968... 5.000 dollars.

Soit le total indiqué plus haut de : 26.000 dollars
Ces sommes ont été versées à ma demande à mon compte déjà indiqué à la Bank American Security.

En récapitulant tous les fonds ainsi perçus des différents réseaux, je reconnais avoir reçu de 1958 à 1970 :
— au titre des appointements mensuels : 1.008.000 dollars

— au titre des primes d'adhésion : 150.000 dollars
— au titre des primes pour services spéciaux : 215.850 dollars

Soit au total : 1.373.850 dollars
Soit en francs guinéens : 343.500.000 FG

pour une redistribution à tous les éléments africains secrètement au service de la France.

3^o A l'observation des options et des orientations du nouveau gouvernement guinéen indépendant, grâce aux renseignements révélés par ces agents secrets, ces options et orientations sont étudiées, analysées et mises en parallèle avec les lignes traditionnelles de la politique de la France.

Une part très importante de l'effort est consacrée aux premiers accords de Commerce et de Coopération que signe la Guinée avec les autres puissances étrangères pour évaluer leur impact sur l'économie de la Communauté et de la zone franc. Ici les accords avec les pays de l'Est comme ceux avec l'Ouest sont analysés avec le même soin. Ces accords sont communiqués à l'Ambassade de France ou à des individus pouvant la contacter, par des guinéens camouflés dans les services.

Ainsi d'une part, les hommes de main sont recensés et connus et d'autre part les intentions, options et orientations du gouvernement sont aussi décelées. Sur la base de ces données, l'action peut être entreprise.

b) De 1960 à 1968 : La création de la monnaie guinéenne et la sortie de la Guinée de la zone franc interviennent dans ce contexte et bouleversent les plans français. C'est aussi l'occasion d'organiser sur une grande envergure la destruction des finances, du système de Commerce et des Echanges instaurés par le gouvernement guinéen pour renforcer ses nouvelles bases. Dans cette grande action, les services secrets français ont utilisé outre le front anti-guinéen créé en 1964, les moyens suivants :

1^o Blocage de tous les échanges, commandes, commerce, de toute nature de la Guinée avec la France, sauf en devises fortes et par l'entremise d'un pays tiers. Ce qui a pour but de raréfier les produits français auxquels les guinéens sont habitués depuis 50 ans.

3^o Oblitération des billets CFA de la Communauté pour empêcher la Guinée d'utiliser ses disponibilités en francs CFA récupérés lors du lancement de la monnaie guinéenne, ceci restreignant considérablement les achats de la Guinée dans les pays africains voisins surtout au Sénégal.

3^o Propagande insidieuse auprès de tous les commerçants guinéens pour les encourager au trafic, franc CFA contre franc guinéen. Cette action visait à ridiculiser notre monnaie en faisant un satellite du CFA. Dans ce domaine, des mesures pratiques sont prises par les services secrets français, ce sont :

a) Les anciens combattants toucheront par exemple en deux fois leurs indemnités en CFA (à l'extérieur) et en

but), des commerçants guinéens (Kéléligui, Bakele et Petit Touré).

Les membres du réseau français que je connais sont : Démarchelier, Drablier, Alata, Bernis (ancien planteur), Gémayel, Gaspari (transporteur français décédé), Dechambenoît, Touré Sékou Sadibou, Camara Balla, Bah Mamadou (Banque Mondiale), Barry Boubacar (Kankan), Keita Fadiala, Keita Fodéba, Diop Alassane, Diané Ibrahim, Baldé (Tourisme), Akin Louis, Barry Ibrahim dit Barry III, Coumbassa Abdoulaye (Police).

Sur les activités de la C.I.A. en Guinée :

a) — Les méthodes de travail et d'organisation de la CIA se caractérisent par le nombre très limité d'agents par secteur, étroitement imbrigués avec les services culturels des Ambassades. Ce qui importe, c'est l'activité, la mobilité, la multiplicité des contacts de l'agent principal qui collecte et transmet les renseignements. Tous les moyens de la Section Culturelle sont orientés à cette fin : films, brochures diverses, émissions spéciales économiques ou culturelles de la Voix de l'Amérique (disques des auditeurs).

b) — La CIA s'est beaucoup intéressée aux syndicats, aux associations féminines, aux formations de Jeunesse. Mais la méthode de recrutement s'effectue de la manière suivante :

1^o Sur place, parmi les fonctionnaires, employés et autres agents qui s'inscrivent aux cours d'Anglais dans les sections culturelles des ambassades (les deux sexes).

2^o A l'extérieur parmi les boursiers, stagiaires et invités aux voyages aux USA.

3^o Les éléments du Front anti-guinéen fichés comme tels et vivant aux USA.

c) — Les moyens de la CIA sont pratiquement illimités :

— A l'intérieur : Budget Ambassade, fonds spéciaux attaché culturel, parc de voitures Ambassade, mobilier, fournitures diverses et ravitaillement alimentaire.

— A l'extérieur : Le budget de la CIA est un des plus importants des USA après celui de la Défense. Ce budget est organisé pour rendre disponible dès que nécessaires :

— Les facilités de voyage en tous genres
— Les versements de fonds individuels
— Les facilités matérielles (logements etc...).

S'agissant du cas de la Guinée, les agents de liaison que je connais sont : Diallo Sory (Restaurateur New-York), Mme Rick (Commerçante vivant à New-York), Koïvogui Charles (Conakry). Mme Koïvogui Charles (Conakry), et pendant son escale à Conakry, de nombreux employés du Navire Hope dont je ne me rappelle plus les noms et dont

des réalisations rapides et spectaculaires qui devaient m'assurer une popularité à ma prise de fonction au Secrétariat d'Etat aux Transports.

Je reconnais avoir mené ces négociations sans même en référer au Chef de l'Etat et avoir engagé tous les travaux correspondants en ne tenant compte d'aucune règle ni procédure budgétaire.

Les sommes en dollars s'élèvent à :

Pour les travaux d'aménagement de l'Aéroport de Conakry : 55.000 dollars

Pour l'aménagement de mon bureau, au Secrétariat d'Etat aux Transports : 20.000 dollars

Enfin pour l'achat d'Autobus : 150.000 dollars

Je précise que ces avances en dollars sont remboursables sur la part du gouvernement guinéen dans le cadre de l'exploitation de Boké.

J'en viens à traiter de mes activités au sein des services secrets français.

L'on sait que j'étais l'un des animateurs du B.A.G. qui a été créé en 1954. De 1954 au Référendum, les représentants du B.A.G. étaient surtout en contact avec l'Inspecteur Joncour de Kankan et, en particulier de Chambenoit.

De la visite du Général le 25 Août 1958 au référendum du 28 Septembre, j'étais en France; mais chacun des dirigeants du B.A.G. a été contacté pour nous inviter à ne pas voter « NON ». En ce qui me concerne, j'ai été directement touché par le ministre Cornut Gentille qui m'a dit que la France est décidée à appuyer toute résistance au mot d'ordre du P.D.G. en faveur du NON.

En fait pour des questions d'opportunité, liées aux conditions locales, la plupart d'entre nous ont jugé plus prudent de voter NON.

Quant aux consignes secrètes du service secret français liées à cette attitude conciliable avec celle du PDG, elles étaient les suivantes :

1° Entrer dans le Gouvernement d'Union et dans l'Administration.

2° Poursuivre le travail pour une prédominance française sur tous les plans, notamment économique, culturel et politique.

3° S'emparer progressivement des postes clés pour parfaire ces buts.

4° Maintenir ainsi la Guinée dans le contexte ouest-africain de la communauté.

ACTIVITES RESEAU FRANÇAIS

a) De 1958 à 1960 : les services secrets français se sont rendus compte que la lutte ouverte contre le PDG était devenue sans objet. Aucune victoire n'était possible par cette voie. Il fallait donc se préparer pour un renforcement des moyens en vue de la destruction du PDG et du gouvernement.

Pendant cette période, le réseau français procède : 1° au réarmement des forces favorables à la France : anciens combattants, anciens militaires, chefs coutumiers, fonctionnaires de même origine sociale.

2° au recensement des français résidant en Guinée (planeteurs, employés de banques et autres secteurs privés) susceptibles d'être dépositaires de fonds, matériels et matériaux

b) Des facilités seront directement accordées à des commerçants (importations par exemple de voitures, camions, machines-outils) sous couvert d'envoi de parents vivants à l'étranger.

Les méthodes de travail et d'organisation visent à attirer l'entreprise autour de quelques individus, qui se chargent eux de coordonner tout le travail avec leurs homologues guinéens. Cette coordination se fait également avec les éléments français qui assurent la liaison avec l'Ambassade de France.

Le recrutement ne s'arrête pas. Il s'appuie sur les éléments africains non citoyens guinéens, donc qui ont besoin de transferts de leurs avoirs dans leur pays d'origine. Il atteint même ceux du P.D.G. qui ne s'estiment pas assez satisfaits du poste qu'ils ont obtenu à l'indépendance. Mais surtout les militaires guinéens au fur et à mesure de leur retour en Guinée sont conditionnés et recrutés.

Les moyens matériels utilisés à cette fin sont pratiquement inépuisables

A l'intérieur : L'Ambassade de France (jusqu'en 1965)

a) — Dispose de réserves considérables en francs guinéens.

b) — Dispose de facilités diverses (mobiliers, véhicules, matériels divers) d'anciens fonctionnaires français.

A l'extérieur :

a) — Tout le budget des services secrets pour l'Afrique.

b) — Tout le budget à la disposition du haut représentant de France à Dakar.

c) — Les concours des services secrets étrangers de pays amis opérant dans le secteur.

Les tâches qui me furent assignées concernaient exclusivement le domaine de l'Information.

1° Orienter le contenu des émissions en faveur de la France.

2° Orienter le contenu de la Presse dans le même sens.

3° Encourager la diffusion en Guinée de la Presse française.

4° Maintenir un solide courant de coopération avec les grandes sociétés cinématographiques françaises comme Comacino (rôle particulier de Demarchelier)

5° Mettre à la disposition de l'Ambassade de France sur sa demande tous les textes des communiqués et documents officiels diffusés par l'Information.

Je fournissais des informations à chaque événement pour évaluer les possibilités d'une reprise des relations avec la France. J'ai eu ainsi à intervenir dans ce sens à l'époque de la Conférence d'Evian, entre la France et les dirigeants algériens. J'ai eu aussi à faire un rapport sur l'échec de la mission Roger Seydoux.

d) — Les agents de liaison à l'époque et à ma connaissance étaient surtout les anciens combattants (Diallo Komby); les Directeurs de plantations (Maridet, Bernis, Launay, Jacquart à Coyah), des religieux (Imam Coronthie au dé-

1° Etablir et développer de solides relations préférentielles entre les USA et la Guinée.

2° Promouvoir les échanges économiques par une orientation des produits guinéens vers les USA (café, bois, minerais notamment).

3° Pousser à l'importation de produits américains pour familiariser les populations guinéennes à leur consommation (véhicules, machines etc...).

4° Intégrer au maximum les étudiants guinéens au mode de vie américain.

5° Faciliter l'implantation d'industries privées et l'investissement de capitaux américains en Guinée.

6° Encourager les visites de guinéens aux USA et américains en Guinée.

Ces tâches ont été dans l'ensemble convenablement exécutées.

La meilleure plateforme de propagande a été le Pavillon de Guinée à la Floire de New-York en 1964 et 1965.

Accra Novembre 1966 : Après l'arrestation de la délégation guinéenne de l'OUA à Accra, j'ai été informé que le Ghana n'aurait jamais pris seul une telle responsabilité. Le Président N'Krumah était tombé depuis seulement 8 mois et son refuge en Guinée obsédait encore la CIA qui redoutait son retour au Ghana.

C'est en fait un échange de personnalités qu'on voulait provoquer. La réaction de notre Président faussa ce plan. Mes informateurs sur cette affaire montée par la CIA étaient : Diallo Sory (New-York), Mme Rick (New-York), un chauffeur ghanéen de Washington dont je ne me souviens plus du nom, plutôt Adrien Monket si j'ai bonne mémoire, chauffeur de Taxi.

Les activités autour du Docteur N'Krumah se sont développées surtout en 1966 et 1967. Pour cette affaire, Diallo Sory était mon informateur principal. Il a entrepris à cette époque de très nombreux voyages à Conakry.

Charles Koivogui et son épouse assuraient la collecte des renseignements dans les intervalles de temps.

a) — La tentative d'isolement du Président N'Krumah de son entourage ghanéen consistait :

— à encourager le départ de Guinée de cadres ghanéens venus avec le Président et auxquels des emplois étaient offerts à l'étranger.

— à encourager les autres éléments à se consacrer à des activités de caractère économique en mettant par exemple à leur disposition des moteurs américains hors bord pour la pêche en Sierra Leone.

— une tentative d'enlèvement ou de liquidation sérieuse a été exécutée par le chalutier qui a été arraisonné en 1967. La meilleure preuve est que tout l'équipage de ghanéens pris à bord du chalutier étaient originaires du même village que le Président N'Krumah.

Rééditant ce coup d'Accra, la CIA et les services secrets israéliens ont organisé un nouveau coup à Abidjan

LA 5^{EME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

en 1967. C'était au lendemain du débat de la guerre des six jours qui a opposé Israël aux pays arabes.

Le rapt avait pour but :

- a) — de se venger de l'échec du coup d'Accra.
- b) — de se venger de la rupture de la Guinée avec Israël et du vote de la Guinée à l'ONU.

c) — de créer une confrontation entre le Président Sékou Touré et Houphouët qui se terminerait à l'avantage de ce dernier.

d) — de satisfaire des buts auxiliaires comme la libération de Kamano Kata François.

D'une manière générale, dans le cadre du complot permanent anti-guinéen, les renseignements à fournir à la CIA par ses agents guinéens portent notamment sur :

- les rapports de la Guinée avec ses voisins ;
- l'afflux des chinois en Guinée ;
- la rareté des denrées alimentaires ;
- l'état d'esprit des cadres et des collectivités ethniques ;

— le fonctionnement des structures du commerce ;

— enfin, les rivalités entre dirigeants politiques et administratifs.

Les éléments CIA opérant plus spécialement en Guinée sont : Alassane Diop, Conté Saïdou, Bangoura Kassory, Barry Kandia, Kéita Fodéba, Kéita Fadiala, Sékou Sadi-bou, Sem Mountaga, Charles Koïvogui, Mme Koïvogui, Mme Marlon, Diallo Sory, Baldet Ousmane, Baldé (Tourisme), Abel (commerce) actuellement à Abidjan), Soumah Roger, Bangoura Kertella, Paul Stephen.

Activités du réseau ouest-allemand en Guinée

Les activités du réseau ouest-allemand en Guinée, son mode de recrutement, son organisation, son programme de renversement du régime guinéen par la violence sont suffisamment mis en lumière et par les derniers événements et par les dépositions qui ont précédé la mi-juin notamment depuis le commencement de la deuxième phase de l'enquête. Je me contenterai de citer quelques entretiens caractéristiques que j'ai eus avec les principaux officiers traitants et agents de liaison de ce réseau qui fonctionne en Guinée depuis 1965 environ un an avant ma propre adhésion.

Ces entretiens illustrent le caractère brutal et cynique comme la volonté farouche de l'Allemagne Fédérale d'asseoir sa domination sur la République de Guinée et d'assurer sa main-mise sur ses immenses richesses.

C'est ainsi que je rapporterai ici le plus fidèlement possible mes derniers entretiens avec les plus éminents membres de ce réseau que j'ai rencontrés en Guinée et aux

Baldet Ousmane, Naby Youla, Lélouma, Bah Mamadou, Camara Sékou, Makassouba Moriba, Kara Soufiana.

- a) — Tous les experts allemands en Guinée.
- b) — L'Etat-Major de l'Armée Guinéenne
- c) — Docteur Simon
- d) — L'équipe de Syli Cinéma
- e) — Les cadres guinéens de l'Ecole de Bordo.

SUR LES DIFFERENTS PHASES DU COMLOT IMPERIALISTE CONTRE LA GUINEE :

1^o Complot Diallo Ibrahima : La France était le principal, sinon l'exclusif pays promoteur de ce complot, aidée par les Etats africains de la Communauté, mais spécialement le Sénégal qui a une longue frontière avec la Guinée. Ce qui ne réduit en rien la responsabilité de la Côte-d'Ivoire. Le rôle du réseau français a consisté à organiser :

— le concours des anciens militaires notamment au Fouta dont l'invasion était projetée (Mali-Koundara-Gaoual) ;

— l'introduction d'armes et de munitions par ces mêmes voies sans exclure Beyla (Côte-d'Ivoire) ;

— la distribution de fonds pour s'assurer des bases sûres à Conakry et dans les autres centres. Les animateurs étrangers et guinéens étaient :

— L'Etat-Major français de Dakar sous les ordres du Général Masu ;

— L'Etat-Major du Haut Représentant de France à Dakar (équivalent Ambassadeur) ;

— le noyau restant de l'ancien gouvernement général et de la Chambre du Commerce de l'ex-A.O.F.

— le groupe des anti-guinéens notamment à Dakar.

Exécutants étrangers et guinéens :

Les hommes d'affaires françaises : Rossignol-Bachelard etc...

— des éléments RDA mécontents et conquis sur le terrain religieux (Iman Coronthie) ;

— des éléments B.A.G. non satisfaits (Sankon-Bakele) ;

— des intellectuels mécontents de leur situation par rapport à leurs camarades d'université (Diallo Ibrahima) ;

Leçons Tirées Après L'échec :

— Inorganisation et faiblesse des anti-guinéens à Dakar ;

— Multiplicité des centres de direction du complot. Les informations préalables m'ont été données par Mr. Perier de l'Ambassade de France.

devant :

Les différents réseaux (ouest-allemand notamment) assurent la coordination au sein des officiers et autres et pourvoient au financement.

Les principaux animateurs étaient : pour les guinéens : le groupe des officiers d'Etat-Major, Kéita Fodéba et Fofana Karim (gouvernement), le groupe des commerçants avec Baidi Guèye et le groupe des intellectuels de Dinguirayé.

— A l'extérieur, Bah Mamadou assure activement toutes les opérations de liaison avec Naby Youla et les allemands et les français.

Les exécutants étrangers et guinéens sans contestation aucune, étaient : les experts allemands en Guinée l'Etat-Major (particulièrement les parachutistes de Labé).

J'ai reçu avant la découverte de ce complot les informations :

— Pour le réseau français par Démarchelier

— Pour le réseau ouest-allemand, par le Dr. Simon

Après l'échec, nous avons tiré les leçons avec tous les éléments sur place : Diop Alassane, Portos, Kassory, Diallo Alpha.

L'échec était considéré comme la conséquence de l'utilisation d'un trop grand nombre d'éléments, en l'occurrence la Compagnie de Parachutistes de Labé, pour le déclenchement du processus du coup d'Etat ; ce qui entraînait ipso facto des chances accrues de découvertes des préparatifs. Par ailleurs, le manque de sang froid et de détermination des officiers qui auraient pu entrer en action avant leur arrestation surtout pour ceux de l'Etat-Major à Conakry y compris Kaman lui-même, a été souligné.

Les deux idées forces de l'analyse ci-dessus à savoir :

— Le danger d'indiscrétion lié à un trop grand nombre d'éléments militaires pour le déclenchement du processus a conduit tout naturellement à la formule de l'attentat individuel contre la personne du Chef de l'Etat, c'est le Coup Tidiane.

Coup Tidiane : Personnellement, c'est vers fin Mai 1969 que je sus qu'il se préparait un attentat. Ce devait être vers le 25 Mai 1969. Mes informateurs à ce sujet étaient Démarchelier et Barry Sory.

Il n'y a aucun doute que c'est une affaire entièrement montée par les allemands avec des complices africains et l'appui complet du réseau français.

La leçon principale tirée de l'échec est que l'attentat individuel en Afrique a très peu de chances de réussir, même avec l'effet de la drogue.

Agression du 22 Novembre 1970

10 Seibold : Je l'ai rencontré à l'Aéroport de Conakry avec Lewalter, au mois de Juin 1969 : « et ce prêt du Chemin de Fer, votre Président le refuse toujours ? Cela vous intéresse en tant que ministre des Transports. Votre système de transports est tout à fait désorganisé. Notre matériel pour Bordo est épuisé, éminé par avion de Bonn. Les routes sont dans le pire des états. Elles coûtent trop cher à votre pays et ne sont pas aussi utiles que les rails. Que pensez-vous de cette situation ? »

J'arrive nouvellement aux Transports et je trouve ce prêt déjà repartit entre l'eau et l'électricité. Pouvez-vous les restituer aux Transports ?

— Bien sûr, à la condition que votre gouvernement accepte que c'est là seulement l'intérêt de la Guinée. Tout Kankan attend après ce prêt. Si la décision ne change pas, tout Kankan sera très fâché, votre gouvernement doit y penser et si Kankan se fâche !..

20 Lankes : Affaire Lélouma : « Nous sommes déçus. Votre gouvernement ne veut plus nous comprendre. Pourtant nous avons beaucoup fait ici et continuons, mais nous avons des limites. D'ailleurs tout cela cache une volonté de reconnaissance de la DDR.

Affaire Nimba : nous sommes intéressés au Nimba. J'espère que votre gouvernement nous fera une part plus grande qu'à Boké. Il faut agir vite et traiter avec Lamco. Votre monnaie dégringole. Ce sera le seul moyen de la renforcer. Si votre gouvernement ne comprend pas cela, les conséquences seront pour lui et le pays. Tous les grands sidérurgistes se retireront. A vous d'y réfléchir. Nous ne lâcherons pas au Nimba... Et on verra ».

30 Lewalter : Reconnaissance DDR : « Vous devez faire attention à cela. Nous ne l'admettrions pas car cela dérançait tron nos négociations en cours avec l'Est. Nous avons alerté plusieurs fois le ministre des Affaires Etrangères. La reconnaissance... ce sera vraiment une épreuve de force avec nous ».

40 Docteur Simon : Affaire Naby Youla : « nous sommes peinés. Il a tant fait pour la Guinée ! Ce régime ne sait pas récompenser ses bons serviteurs. Et ces officiers qu'on traîne en prison ? C'est ingrat aussi envers Fodéba. Ah ! tout cela nous inquiète par votre gouvernement. Mais nous n'abandonnerons pas nos amis » !

C'était au cours de la réunion CBG de Mars 1969 en Guinée. Durant tout son séjour, contrairement à son habitude, le Docteur Simon eut une attitude très détachée et amère en fait une attitude anti-guinéenne.

50 Mlle Von Posse : Séjour aux USA : « Vous venez chercher le PL 480 ? Vous tenez toujours ? Je crois que ce sera de plus en plus difficile ici aussi. Plus comme avant le riz, l'huile etc... Il faut changer la monnaie, accepter les capitaux librement sinon ce sera dangereux pour le régime guinéen. C'est un conseil avant qu'il ne soit trop tard ».

Les principaux membres du réseau ouest-allemand que je connais sont : Keita Fodéba, Alassane Dion, Foulah Henry, Louis Akin, Marlon, Barry III, Baldé Ibrahim,

à agir auprès des organes politiques non intégrés pour ren- forcer l'équipe.

— Nous avons tiré des leçons de l'échec avec Mr. Perier venu dans mon bureau à l'Information.

Complot Petit Touré

Mes informateurs, avant le coup ont été :

— Dubois de l'Ambassade de France à Washington par l'entremise de diplomates africains de la Communauté.

— A New-York, Diallo Sory à Mme Rick.

Nous avons d'ailleurs tiré les leçons de l'échec avec Diallo Sory, Mme Rick (USA), Amara Soumah à Dakar, Naby Youla en Europe.

Le pays promoteur était essentiellement la France avec les mêmes appuis : Sénégal et Côte d'Ivoire.

Ce dernier pays, en raison des liens particuliers qui existaient entre Petit Touré et le Président Houphouët Boigny, Ce n'est que plus tard que je devais apprendre

qu'en fait Petit Touré n'était lui aussi qu'une doublure et que le véritable animateur de ce complot, très actif mais dans les coulisses était Keita Fodéba à l'époque ministre de la Défense et de la Sécurité.

Les réseaux ont principalement axé leurs activités sur l'organisation des commerçants en Guinée et dans les centres de Dakar et Abidjan. Le prétexte officiel étant la création d'un Parti populaire d'opposition (en vue de rompre l'unité populaire au sein du P.D.G.) en exploitant une phrase du Président qui allait dans le sens de cette possibilité.

Il faut noter que pour la première fois apparaît l'implantation des réseaux dans l'Armée et dans les services de Sécurité.

Les animateurs étrangers sont pratiquement les mêmes, que pour le complot Diallo Ibrahim, mais avec cette fois un participation accrue des milieux économiques français (Chambre de Commerce de Dakar, groupement divers en France). Les anti guinéens en France apparaissent pour la première fois parmi les animateurs.

Les exécutants étrangers et guinéens étaient essentiellement l'Ambassade de France à Conakry, un noyau des militaires animés par le Commandant Mamoudou, en fait inspirés et dirigés par le ministre de la Défense Keita Fodéba, un groupe de commerçants dirigés par Petit Touré.

Les leçons tirées après l'échec s'analysent comme suit :

— Un complot s'appuyant essentiellement sur les civils de l'intérieur ne réussit pas (Diallo Ibrahim)

— Un complot s'appuyant sur les civils et une partie des militaires ne réussit pas (Petit Touré — Commandant Mamoudou)

— Il faut donc s'appuyer sur le cerveau de l'Armée avec quelques civils (futur complot Kaman)

Complot Kaman — Fodéba

Les pays promoteurs de ce complot étaient : l'Allemagne Fédérale, mécontente de la disgrâce de Keita Fodéba. La France qui s'aperçoit que malgré son opposition le prêt Boké est obtenu. Le projet une fois réalisé réduira les chances de réussite d'un complot. Il faut donc prendre le

des informateurs m'alertaient à ce sujet. (Mme Rick de New York de passage pour Lagos) ainsi que Mr. Drabilier et Lewalter.

Mon rôle dans la phase de préparation consistait à réfléchir en vue de détecter tous les éléments efficaces susceptibles d'entrer dans la nouvelle équipe où je devais assurer des responsabilités ministérielles importantes, mais non précisées (entre les affaires étrangères et l'économie).

Les principaux pays participants sont :

L'ALLEMAGNE FEDERALE :

— Financement des opérations

— Equipement des Unités

— Concours de son Ambassade et de ses experts sur place en Guinée.

FRANCE :

— Financement des opérations

— Fournitures équipements munitions

— Coordination des efforts entre les anti-guinéens à Paris, Dakar et Abidjan.

— Concours du Sénégal et de la Côte-d'Ivoire

— Concours de la Presse et de la Radio Télévision française

— Organisation et direction de la campagne anti-guinéenne, l'ONU au besoin ;

Les deux pays assurant l'essentiel des liaisons avec l'O.T.A.N.

PORTUGAL :

— Offre la justification apparente de l'état de guerre

— Offre la logistique (camps d'entraînements, certaines catégories armement, intendance, exploitation flotte, débarquement).

SENEGAL — COTE-D'IVOIRE :

— animation des groupes d'anti-guinéens de Dakar et Abidjan

— mise en condition des frontières avec la Guinée, concours de leurs moyens d'information

En ce qui concerne le recrutement des mercenaires, il a été assuré :

— En Europe, par l'Allemagne, la France et le Portugal (ce dernier pays encadre les expéditions, les deux autres pays entraînant sur place).

En Afrique par les anti-guinéens de Dakar et d'Abidjan guidés par des officiers français.

Etat-Major du réseau à l'extérieur : animé essentiellement par les cadres guinéens (Naby Youla et le groupe de France David Soumah et le groupe Sénégal-Côte d'Ivoire). Contrôle et financement par la Cédimon, coordination par les réseaux allemands et français.

Il ne faut nullement minimiser le rôle ni des USA ni de la grande Bretagne. L'impérialisme est un. Il agit de concert, même perfidement. Ces deux pays ont soutenu et encouragé l'agression en :

— y donnant le feu vert

— assurant une part importante du financement

— y imbriquant l'OTAN et ses énormes moyens :

— couvrant l'exécution de l'opération du silence de leurs énormes moyens d'investigation et de détection.

LA 5^{ÈME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

Nous avons pu tirer les leçons de l'échec de l'agression avec les éléments de l'intérieur (Mato et Kassory) et de l'extérieur Amine à Dakar.

- a) Erreur d'appréciation de la santé politique et morale du P.D.G.
- b) Erreur d'appréciation de la réaction dans le monde et notamment au niveau de l'OUA, des organisations sous-régionales de l'ONU et des forces et organisations révolutionnaires et démocratiques dans le monde.
- c) Disparité, incohérence, absence de foi et d'idéal des troupes d'exécution.

d) Lâchage spectaculaire de la fraction des soldats et cadres portugais une fois leurs prisonniers repris au P.A.I.G.C.

Malgré les leçons ci-dessus tirées, l'impérialisme n'a ni renoncé à son plan machiavélique de reconquête de la Guinée, ni démobilisé ses réseaux, ni ralenti son aide aux anti-guinéens du réseau. Bien au contraire, il va tenter de revenir à l'assaut.

Ce ne serait plus par voie de mer après l'échec essuyé en raison de l'état moral excellent des populations. L'opération type consisterait en deux phases :

1^o Lâchage d'unités parachutistes pour isoler des points stratégiques ou d'une importance économique capitale.

Nimba-Simandou (en laissant libre l'accès à la mer par le Libéria).

Boké — Gaoual — Frontière Bissao (en laissant libre l'accès au Port de Kamsar).

Bassin Niger — Milo englobant Kankan — Kouroussa Sigui-ri et les voies d'eau vers le Mali.

Coupure de la dorsale du Kakoulima pour isoler Conakry et neutraliser son Aéroport.

2^o Infiltration, ensuite par les trois frontières avec des unités légères très mobiles renforcées rapidement par des lots réguliers de munitions et de vivres entreposés à la lisière même de la frontière.

Je tiens ces informations de Mme Rick de passage à Conakry.

Je reste à la disposition de la Commission pour tout élément de clarification jugé utile.

Camarade Président

Je viens de vous lire ma déposition, résultat de mon interrogatoire par la Commission d'Enquête.

Nul en Guinée, ne me connaît mieux que vous dans mon comportement de citoyen et d'homme public. Nous nous sommes côtoyés dans les Assemblées Territoriales et Françaises.

Jusqu'en 1958, à l'évènement de l'indépendance, sous votre haut idéal africain, votre foi inébranlable et votre énergie impulsion, nous avons été séparés par l'appartenance à deux partis différents, mais c'est le moment de

en aucun instant, six années durant. Des navettes régulières et fréquentes entre Washington et Conakry me permettaient à Conakry d'accélérer les formalités administratives et à Washington de veiller aux expéditions, tout cela afin d'assurer des expéditions régulières, rapides, permettant d'éviter toute rupture de stocks en Guinée.

Durant ces six années aussi, j'eus à mener les difficiles négociations de l'important projet de Boké, d'abord les accords de garantie d'investissement auprès du gouvernement américain. Ces négociations fort difficiles et délicates aboutirent positivement en juin 1965, suivant les directives précises que vous aviez données, c'est-à-dire sans aucun lien avec les conséquences de la nationalisation que notre gouvernement avait décidé face à l'attitude inadmissible des Bauxites du Midi. Ensuite les importants accords de financement auprès de la Banque Mondiale, de la Banque Export-Import et d'autres Banques privées européennes et américaines.

Grâce à vos recommandations, à la fermeté de nos positions politiques, ce fut un complet succès qui aboutit à la disponibilité de près de 200 millions de dollars avec lesquels se réalise aujourd'hui cet important et magnifique projet de Boké.

Sur la même lancée, j'ai participé en Juillet 1969 à des négociations avec le Fonds Monétaire International, ce qui permit à la Presse Internationale d'annoncer que la Guinée disposait désormais de deux atouts majeurs :

- Le lancement du Projet Boké
- La reconnaissance du P. B. par le F. M.

Vous m'aviez entre temps, dès le 13 janvier 1969, rap-pelé en Guinée aux fonctions de Secrétaire d'Etat aux Transports. Je trouvai ce Département dans un état qui demandait de l'effort, de l'initiative, de l'organisation. Je n'ai pas hésité. J'ai donné le meilleur de moi-même, entraînant autour de moi les équipes de mes vaillants collaborateurs. Nous avons là fait de notre mieux.

Je devais poursuivre ces activités à la tête de l'Industrie et des Mines avec la même passion de l'effort et du développement quand survint ma situation d'aujourd'hui.

Ma carrière d'homme public n'est pas exempt de faute comme tout exécutant, comme tout responsable, comme tout être humain, et je reconnais avoir trahi.

Je suis revenu après six ans de séjour aux U.S.A. fort de votre confiance, pour vous aider dans l'immense tâche de développement national. Alors que la tentation était forte de se fixer à l'étranger, dans les commodités et le confort d'un poste international, et nous venions à ce sujet de subir deux précédents, j'ai préféré la formule du retour au pays et de la continuité à vos côtés. Aujourd'hui encore mon état d'esprit est fermement dans cette direction.

Camarade Président, des années durant j'ai bénéficié

PROCESSUS DE RECRUTEMENT

Le 19 Janvier 1968, je suis chargé de l'Intérieur et de la Sécurité après 10 mois, 20 jours à la tête de la Région de Dabola. Je prends service le 2 Février et après quelques mois de prise en main des différents secteurs du département, je voyage en Union Soviétique avec les camarades Saïfoulaye et Abdourahmane.

C'est au retour de ce voyage en Septembre 1968, que j'ai reçu à mon bureau la première visite de l'Ambassadeur de l'Allemagne Fédérale, Haas. Une visite de courtoisie ; propos généraux ; je viens vous présenter mes respects.

En Février 1969, le complot Kaman-Fodéba est découvert par mes services de Labé. L'instruction débutée le 23 Février, ne devait finir que début Mai 1969.

Entre temps, Haas est remplacé par Lankes. Celui-ci, véritable spécialiste du réseau devait réussir, petit à petit, à m'approcher.

C'est par le biais du Commandant Zoumanigui que le réseau ouest-allemand devait s'intéresser de nouveau à moi. Je n'ai d'ailleurs pu comprendre ces phénomènes qu'à postériori.

En effet, début Mai 1969, je reçois la visite du Commandant Zoumanigui. Il m'a exposé assez franchement toutes les difficultés qu'il rencontrait dans le Commandement de la Gendarmerie. Il les a situées au niveau du Président. Il m'a affirmé, au fil de nos entretiens, que je m'apercevrai très vite de l'impossibilité d'obtenir du Président, les moyens nécessaires à l'organisation et au fonctionnement des Services de Sécurité. Il a, en particulier, employé deux termes qui m'ont frappé : « Qu'on se heurtait à un véritable mur », « que pour sa part, il a dû décrocher ».

Cette dernière réflexion a introduit en fait la première visite de courtoisie de Lankes et au cours de laquelle le nouvel Ambassadeur devait reprendre envers moi les termes utilisés par son prédécesseur Haas.

Une deuxième fois, Lankes est venu m'informer de l'intention de la République Fédérale d'Allemagne d'édifier un bâtiment pour loger les services de son Ambassade.

Après cela, Zoumanigui est revenu à la charge et s'est ouvert à moi plus complètement. Pour résoudre nos difficultés, il a évoqué l'aide possible de la République Fédérale d'Allemagne.

Après m'avoir demandé si j'avais reçu la visite de l'Ambassadeur de ce pays, il m'a conseillé de ne pas hésiter à me fier à ce dernier. Pour me mettre en confiance, il a évoqué nos liens de parenté, car c'est un beau-frère. Enfin, pour emporter définitivement ma conviction, il m'a confié

souligner combien sur le plan des relations personnelles comme sur le plan de la défense des intérêts publics, nous sommes presque constamment retrouvés. A ce propos je rappellerai votre action historique lors de la grève de 1953 et notamment le vote que vous étiez venu solliciter de la Commission permanente de l'Assemblée Territoriale, pour justifier et faire aboutir les justes revendications des travailleurs africains dont vous étiez l'ardent défenseur. La Commission permanente comprenait alors cinq membres dont deux français et trois guinéens. J'étais de ceux-là ; l'enjeu tenait à une voix et tout pouvait être bouleversé dans l'avenir politique de la Guinée et du syndicalisme en Afrique. J'ai réalisé cet enjeu, et malgré de nombreux appels qui m'étaient adressés de tous côtés, j'ai tenu bon et j'ai voté positivement pour vous apporter avec deux autres camarades la majorité de trois voix indispensables. Depuis cette victoire historique qui n'était qu'un hommage rendu à votre action personnelle, l'engagement était pris en Guinée et la victoire des forces démocratiques et syndicales tant en Guinée qu'en Afrique était devenue inéluctable.

En Septembre 1958, renonçant à des offres alléchantes d'emploi en Europe, renonçant à mon appartement que je liquidai immédiatement, je revins aussitôt me présenter à vous à Conakry, déclarer publiquement mon adhésion au Non à notre Radio et voter dans le même sens que les autres militants du P.D.G.

J'ai attendu, fort de votre estime et de votre amitié longtemps durant pour bénéficier d'un poste officiel. Lorsque votre décision fut prise de me placer dans les services de l'Information je n'ai ménagé ni mes forces physiques, ni mes moyens intellectuels, ni l'expérience que j'avais déjà acquise pour organiser sérieusement, effectivement tous nos services de l'Information, notamment l'Agence Guinéenne de Presse, les services techniques et singulièrement l'Ensemble Instrumental, fruit de votre vision perspicace en matière des potentialités de la civilisation artistique et culturelle de l'Afrique. Entraîner et organiser des artistes traditionnels, se mêler à eux pour leur juste réhabilitation dans le milieu social national et l'épanouissement complet de leurs propres facultés était devenu pour moi une tâche exaltante et je l'accomplis avec dévouement et fierté sur vos directives et dans le cadre de notre politique de réhabilitation de l'homme africain. En consécration de nos efforts communs, ce fut la mission triomphale avec l'Ensemble Instrumental en Afrique de l'Est pour la proclamation de la République du pays frère de Tanganyika, devenu depuis lors la Tanzanie. En Tanzanie, en Ouganda, au Nigéria, à Monrovia, nos artistes ont traduit votre message : confiance en l'Afrique, en ces énormes capacités culturelles et artistiques notamment.

C'est au terme de cette mission que vous m'avez désigné comme Ambassadeur auprès des U.S.A. A cet important poste, la mission qui m'était impartie était d'une importance capitale et je la réalisai :

10 — Développer la coopération avec les U.S.A., notamment par l'expédition de produits et vivres divers en vue d'aider l'effort national à conserver nos acquis de l'Indépendance. Là, à ce poste, je n'ai ménagé mes efforts

de votre amitié, de votre estime, de votre appui en toutes circonstances. J'ai toujours considéré comme un honneur et une fierté pour moi comme pour ma famille de pouvoir bénéficier de cette amitié.

Je voudrais, avec la grandeur de vues qui vous caractérise, vous demander de m'accorder votre pardon et votre clémence. En retour, je vous jure sur l'honneur, que réintégré dans nos structures et rendu à ma famille, je ferai mieux que par le passé dans le sens de la fidélité, du dévouement et du travail pour la grandeur nationale.

Bangoura Karim

BAMA MARCEL MATO

EX-MINISTRE DELEGUE DE LA HAUTE-GUINEE



Je me nomme Bama Marcel Mato, né vers 1934 à Sokota, Région Administrative de N'Zérékoré. Fils de feu Bama Leimet et de Doré Danie. Ex-Ministre Délégué de la Haute-Guinée à Kankan, marié 1 femme, père de 7 enfants. Jamais condamné, pas de service militaire.

rouna Charles comptait déjà parmi les membres des amis de la RFA.

Depuis Juin 1969, un entretien avec Lankes a eu enfin pour thème principal les conséquences suivantes :

« L'Allemagne aime beaucoup votre pays. Elle est décidée à y investir sans compter ; mais chaque fois que le Président prend la parole, il avance des idées qu'il va chercher trop loin. Cela nous rebute. Pourquoi ne ferait-il pas comme Houphouët Boigny ? Son pays a besoin de capitaux pour se développer. Pourquoi se montrer si sévère sur des richesses encore à l'état brut ?

Il a beau s'imposer, insulter comme il le fait, la bauxite, le fer etc... tant qu'ils ne seront pas extraits et transformés, ne pourront pas nourrir son Peuple.

Et puis ce socialisme qu'il prône qui y croit ? En tout cas, en Guinée, pas beaucoup de gens. La masse qui suit et applaudit n'a aucune notion d'Economie Politique, par conséquent elle subit sans comprendre. L'avis de la masse exprimé parfois dans des circonstances où elle n'a pas le choix ne saurait être considéré comme convaincant ».

Au niveau des cadres, et sur les 34 membres du gouvernement selon Lankes, il n'y a pas plus de 5 qui croient aux vertus du socialisme car : « de vieux nafs disposant d'un minimum d'infrastructure qui se sont lancés dans cette voie tirent actuellement le diable par la queue ; leur édifice craque de toutes parts et ils sont obligés de maintenir le statu quo à grand renfort militaire ».

Et Lankes de poursuivre : « Certains d'entre eux comme l'Union Soviétique ont tendance à réviser leur système économique.

— Dans le socialisme, sous prétexte de servir la Société, le Peuple, on sacrifie aveuglément l'être humain : ses initiatives, sa liberté, son droit à la parole et à la vie sont quasi inexistantes. L'homme est engagé dans un processus infernal où on le robotise. Aussi connaissant parfaitement les conditions de vie de la plupart des cadres, nous nous engageons à les aider matériellement. A certains, nous faisons des avances en espèces, et à d'autres, nous pouvons fournir des matériaux de construction ou offrir des voyages en Allemagne ».

Et Lankes ajouta : « Votre prédécesseur était des nôtres ; si cela vous intéresse, nous sommes à votre disposition ».

En Juin 1969, j'ai donné mon accord. Comme pour la plupart des hauts cadres qui ont eu à adhérer à leur réseau, Lankes a abordé alors la question des avantages qui me seront consentis. En définitive, les bases retenues ont été :

- des appointements mensuels de 4.000 dollars
- une avance de 75.000 dollars
- un compte devait m'être ouvert dans une banque allemande à Bonn.

Sur ces sommes, une avance de 10.000 dollars en espèces m'a été versée par les soins de Lankes. Quant au

LA 5^{ÈME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

virement promis du reliquat, j'ignore s'il a été effectué. J'aborderai maintenant l'importante question des objectifs du réseau ouest-allemand

Renseignements et actions : Les agents ouest-allemands avaient pour mission de mener une propagande insidieuse mais pernicieuse en faveur :

- de la R.F.A.
- du régime capitaliste.

Cette propagande destinée à vanter les produits et matériels d'origine allemande, devait mettre en exergue la puissance militaire de la R.F.A., les vastes possibilités de son Peuple laborieux qui jouit d'un très haut niveau de vie. Il s'agissait en somme, de démontrer qu'à côté de la R.F.A., la DDR faisait figure de parent pauvre, de pays sous-développé, accroché à l'URSS. Il s'agissait de démontrer qu'un jeune pays a plutôt intérêt à collaborer avec la RFA développée qu'avec la DDR.

Cette démonstration qui devait puiser des exemples concrets dans le domaine économique (industries), dans le domaine commercial (qualité des marchandises) devait aboutir à la conclusion que le gouvernement guinéen a fait fausse route en s'engageant dans la voie socialiste.

Par conséquent le bonheur du Peuple guinéen réside selon cette propagande dans l'élimination du gouvernement qui prône cette orientation afin de lui substituer un gouvernement favorable au régime capitaliste, où naturellement l'Allemagne Fédérale occuperait une place de choix. Pour atteindre ces objectifs, le réseau n'hésitera pas à :

- exploiter les considérations raciales pour accentuer le mécontentement des ethnies peu représentées au gouvernement ;
- noyauter les services publics dans le sens de leur paralysie.

Pour assurer le succès de ce programme visant à l'isolement et à l'élimination du gouvernement, les tâches assignées aux services de sécurité s'inscrivent dans le cadre du processus de décomposition de l'appareil d'Etat afin de créer le marasme, l'inopérante aboutissant à une situation de fait où un simple coup de pouce pourrait faire basculer l'ensemble. Ici, la cellule de la Sécurité avait pour mission :

- le sabotage systématique des services de Sécurité par la démobilisation des agents, le chantage au dénuement, des protestations contre les immixtions de la Milice dans les affaires de contrôle et du maintien d'ordre.

- b) le camouflage de renseignements d'intérêt évident pour la vie de la Nation (Affaire Tidiane).

Le coup Tidiane ayant échoué, la cellule de la Sécurité a tiré les leçons suivantes : Tidiane par l'excès de drogue a perdu son contrôle jusqu'à oublier son poignard.

Les éléments de Porry qui devaient semer le cafouillage n'ont pas réagi. L'auto-défense du Chef de l'Etat a eu raison de Tidiane.

Après ce coup, les autres n'ont plus été tentés en raison de la réaction populaire dans le cas Tidiane. Pour la réussite de ce coup, la cellule de la Sécurité avait joué un rôle prépondérant.

Les officiers Zoumanigui Kékoura, Doumbouya et Bah garde du corps du Chef de l'Etat, avaient des rôles actifs à jouer dans ce coup.

En cas de succès de Tidiane, il devait être abattu par Bah tandis que les autres s'acharneraient sur les autres membres du cortège pour les liquider tous instantanément sous prétexte de venger la mort du Chef de l'Etat.

Au même moment, le Général Noumandian et le Colonel Diallo devaient faire occuper les différents points stratégiques et proclamer la prise du pouvoir par l'Armée.

En Juillet 1970, une rencontre sportive devant opposer la Guinée à la Côte-d'Ivoire au Stade du 28 Septembre, les officiers Zoumanigui Kékoura, Keita Noumandian, Diallo Mamadou et consorts ont préparé un autre coup. Il s'agissait d'installer une batterie qui, à partir de l'imprimerie Patrice Lumumba, devait pilonner la tribune au cas où le Chef de l'Etat présiderait lui-même les manifestations.

Cette catastrophe devait causer un véritable carnage à la tribune officielle où se trouvaient de nombreuses personnalités. Par la suite, l'Armée devait s'emparer du pouvoir.

Quelques obus destinés à cette triste besogne ayant été découverts par la Milice de l'Institut Polytechnique de Conakry, une enquête a été ordonnée à Zoumanigui qui a saisi un concours de circonstances pour étouffer l'affaire. En effet, la veille, l'Armée avait procédé à l'enlèvement au Port, des munitions venues de la Chine. Les enquêtes ont vite fait conclure que les obus étaient tombés des camions militaires chargés du transport de ces munitions du Port au Camp Alpha Yaya. C'était un cas flagrant de brouillage de piste pour empêcher la manifestation de la vérité.

L'agression du 22 Novembre fut une action combinée : du Portugal, de la France, de l'Allemagne Fédérale, des Etats-Unis, du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire.

Portugal : La longue guerre qui oppose le PAIGC au Portugal a été exploitée à fond par les services de

Rôle du réseau ouest-allemand : Comme décrite plus haut l'activité sournoise de dénigrement, de démobilisation du système économique, d'évaporation de la conscience par la corruption à grande échelle de démobilisation des populations avait créé dans le pays la situation de prédilection rêvée.

Rien qu'à Kankan le décrochement des militants était à un tel degré qu'une poignée de mercenaires aurait réussi à se rallier une forte majorité en quelques heures.

Les milliers d'armes distribuées devaient permettre le déclenchement d'une guerre civile au cours de laquelle les quelques dirigeants demeurés fidèles auraient été froidement immolés. Je précise que les seules voies d'introduction des armes que je connais sont : l'avion cargo qui déposait les stocks à Bordo — Kankan. Les caisses de vivres qui transitaient par le Port et Alpha Yaya, je pense que les complices de l'Armée et de la Douane en savent long sur cet aspect capital de la question.

Dans une organisation clandestine comme celle du réseau SS Nazi, il est difficile à un seul individu de posséder toutes les données. En effet, l'organisation est basée sur le secret absolu : toute fuite est une catastrophe d'où une méfiance absolue entre les éléments qui quoi qu'appartenant à un même réseau, s'ignorent. Aussi, je ne m'étendrai pas sur les aspects auxquels j'ai été mêlé. Au niveau de la Sécurité, le Commandant Zoumanigui, le Capitaine Condé Mamadou et Keita Kara étaient les seuls à avoir des contacts avec moi.

Au niveau de l'Armée : mon collègue Sagnon Mamadi. Les deux réunions auxquelles j'ai alors pris part sont les suivantes : En Mars 1970, à mon retour de Bonn, Sagnon et Zoumanigui sont venus me voir à mon bureau pour m'expliquer les conditions dans lesquelles la Conférence de l'Armée venait de se tenir, les humiliations qu'ils avaient subies et qu'ils ne digéraient pas. Ils étaient visiblement affectés et décidés à une action. C'est ce jour-là qu'ils ont promis de s'organiser au niveau de l'Armée et de la Gendarmerie.

De mon côté j'ai déploré le dénuement des Services de Sécurité et conclu à la nécessité d'un changement pour que les choses puissent mieux marcher. Depuis, l'on a assisté à des activités fébriles entre Sagnon, Zoumanigui et Bavogui tandis que je prenais en main le capitaine Condé chargé de rester en rapport avec eux et de me tenir informé de l'évolution des préparatifs.

Une autre fois vers début Novembre l'Ambassadeur Lankes me rendit visite à mon bureau pour me demander

l'attention des vrais problèmes (affaire des abus du Stade).

Tâches accomplies : La cellule de la Sécurité sous la conduite de Zoumanigui et de Condé Mamoudou expliquait aux agents qu'ils étaient abandonnés à eux-mêmes : pas de tenues, pas de personnel, dans les unités, pas de moyen de locomotion. Les agents aux frontières ne disposaient d'aucun moyen pour joindre les centres urbains.

Les vieux agents ont été exploités et maintenant qu'on n'a plus besoin d'eux, on leur oppose des comités. Tout cela pour démontrer qu'il était inutile de se tuer pour ce régime qui savait si mal récompenser les services passés.

Afin d'illustrer ce qui vient d'être dit, quant au rôle néfaste de désorganisation, de désengagement et d'utilisation des Services de Sécurité contre le régime, je citerai un exemple des plus caractéristiques celui de Keita Kara : Kara dans le réseau ouest-allemand avait pour rôle de démobiliser les masses pour les rendre disponibles à accueillir un nouveau régime. Dans ce cadre, il conduisait son commissariat avec autoritarisme. Il sanctionnait sévèrement ses agents dans leurs moindres fautes et naturellement, je le soutenais en rejetant toutes les plaintes formulées contre lui. Dans le même ordre d'idée, il était dur avec la clientèle. Il ne pardonnait aucune faute chez les conducteurs qu'il traitait avec brutalité. Il multipliait les mises en fourrière, ceci évidemment, avait créé un mécontentement général comme on l'a vu après son arrestation.

S'agissant du complot Tidiane, j'ai été informé par le Commandant Zoumanigui quelques jours avant la date fixée. D'après Zoumanigui, le coup des militaires ayant échoué, les allemands ont décidé d'en lancer un autre d'un genre différent. Ils étaient déçus de la manière dont les officiers s'étaient laissés arrêter comme des poulets — Ils préféraient utiliser désormais un civil pour tenter un coup de main.

Zoumanigui m'a expliqué que Keita Tidiane qui avait été chargé du coup était récemment rentré de Côte-d'Ivoire et qu'il avait été recruté par Diané Sékou de Net-à-Sec, lequel l'avait conduit à l'Ambassade de l'Allemagne Fédérale où il a subi 2 mois d'entraînement : maniement du poignard, saut dans une voiture en marche.

Si ce coup réussissait, l'Armée s'emparerait du pouvoir aussitôt en prenant position aux différents points stratégiques de la capitale : P.T.T., Radio, Palais, Energie.

Si ce coup échouait à nouveau, d'autres éléments seraient essayés en différents points du territoire, un Sousou, un Peulh, un Forestier et un Maninka. Ils seront lancés contre le Chef de l'Etat au cours de ces visites à l'intérieur et s'il réussit à glisser entre les mailles, d'autres possibilités seront tentées. De toutes les façons, cette avalanche d'attentats devait faire croire à une baisse de popularité et même à un désaveu généralisé.

psychologiquement l'opinion à cet état de fait qui devait prévaloir d'un moment à l'autre, le gouverneur militaire de Bissao déclarait en Octobre : « Nous porterons la guerre partout où niche un groupe d'éléments du PAIGC ».

L'alibi était donc tout trouvé à partir duquel conciliabules, établissements des plans, entraînements des mercenaires allaient s'effectuer fébrilement. Ainsi le Portugal considéré comme le bénéficiaire direct de l'opération allait en accepter la paternité avec la bénédiction de ses pairs. Recrutement de mercenaires en Sierra Leone, au Sénégal et en Gambie, dirigés sur l'île Soga. Affrètement de 6 bateaux : Montante, Bombarda, Casirpa, Oriente etc...

Il s'agissait pour le Portugal, grâce au succès de l'opération : de se débarrasser de la direction du PAIGC et de mettre ainsi fin à toute résistance armée du mouvement de libération en Guinée Bissao.

— D'éviter à jamais de nouvelles flambées en Guinée-Bissao grâce à l'extinction du foyer révolutionnaire en République de Guinée.

Etats-Unis : Ce pays fortement matérialiste qui ne rêve que d'hégémonie planétaire par la radiation à tout prix des pays socialistes (Union Soviétique et Chine) s'est joint aux autres, certain d'assumer le leadership une fois abattu l'Eléphant Guinéen : d'énormes moyens qu'il ne m'a pas été possible d'évaluer à travers mes informateurs : Zoumanigui et Lankes, devaient entrer en action dès que la chute du gouvernement guinéen aurait été proclamée.

Allemagne Fédérale : Pays satellite des Etats-Unis, il n'était pas prévu pour lui de participation directe dans les combats. Son rôle consistait à mobiliser à l'intérieur la 5ème colonne dont l'action pernicieuse aurait en décomposant l'appareil d'Etat rendu l'édifice parfaitement vulnérable. Cette situation de pourriture avait atteint des profondeurs inquiétantes dans notre pays.

Sénégal et Côte-d'Ivoire : Ces deux territoires que la politique guinéenne gêne énormément, ne rêvent que de renversement du régime socialiste de la République de Guinée. Pour eux, il s'agissait de prêter leur territoire et leurs frontières pour le recrutement, l'entraînement, le stationnement et les mouvements de troupes d'agression.

Dans la première phase, la Côte-d'Ivoire qui jouait à la comédie du rétablissement des rapports avec la Guinée a préféré se tenir à l'écart et égrener son rosaire pour le succès du coup. Quant au Sénégal, sa participation a été constatée à ciel ouvert.

Senghor et Houphouët rêvaient, en cas de succès, de pouvoir constituer avec la 2ème République de Guinée un sous-groupe régional où le régime capitaliste, l'initiative privée et la bénédiction papale prévaudraient. D'après Zoumanigui, ils misaient déjà sur Tchidimbo en Guinée.

devant se ramasser sur place avec le matériel de sécurité que la RFA devait mettre à notre disposition dans le cadre des entretiens de Munich. Je lui ai expliqué que l'envoi des stagiaires avait été annulé.

Poursuivant, il m'informa que les choses avaient l'air de bien tourner et que son pays était activement occupé à préparer le coup qui allait entraîner une amélioration de la situation en Guinée.

Sur le plan de la Police Kara était mon homme de main. Après la réunion des officiers tenue quelques jours avant l'agression, je me suis retrouvé dans mon bureau le 21 Novembre à 17 heures avec Condé et Kara. Il s'agissait : a) de charger Condé de se mettre en rapport avec l'Etat Major pour organiser les choses au cours de la nuit.

b) de désigner Kara pour se trouver au 2ème Arrondissement afin de conduire au Camp Samory les mercenaires chargés d'occuper cette caserne.

Ainsi, les opérations ne furent emmanchées pour aboutir au fiasco que l'on connaît.

En ce qui concerne Zoumanigui, il était chargé, conformément à la répartition des tâches arrêtées au niveau de l'Etat Major de l'Armée, de conduire les mercenaires chargés de prendre la Radio. Il devait s'y trouver au moment du débâcle. Mais, pris de peur parce qu'il ignorait l'issue des opérations, il a préféré garder le lit. Il n'a donc pas accompli sa mission. Au Camp Boiro le capitaine Condé Mamadou était chargé des dispositions à prendre pour faciliter l'opération de prise de ce camp. Le camp avait été préalablement vidé de la plupart de ses cadres, remplacés par les élèves de l'Ecole de Police. Ces jeunes inexpérimentés, n'ayant subi que si mois de formation militaire, étaient incapables d'opposer une résistance aux envahisseurs.

Le capitaine Condé devait désigner pour la circonstance des sentinelles sans aucun moyen de défense. Il devait charger l'infirmier-major du Camp, l'Adjudant Diallo Karo de conduire les envahisseurs notamment au bloc dont les habitants avaient été préalablement avisés qu'ils seraient libérés dans la nuit du 21 au 22. C'est ainsi qu'au Camp Boiro l'opération a totalement réussi.

Quant à moi, je n'avais pas de rôle précis à jouer pendant ces événements car, en pareil cas, il convient, pour les personnalités, de se tenir à l'écart. C'est ainsi que dès que j'ai été avisé des coups de feu au Port, je m'y suis dirigé pour y demeurer jusqu'au matin.

Une chose m'a cependant surpris : dans la nuit du 21, tandis que j'étais au Port, entre 3 heures et 5 heures du matin, chaque fois que je téléphonais, Sagno répondait de son lit.

La panique s'étant emparée de tous, il n'a plus été question d'autre réunion après le 22 puisque dès le 27 j'ai

LA 5^{EME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

MOHAMED LAMINE AKIN
EX-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SYLI CINEMA

rejoint Kindia pour débiter les enquêtes. Seul l'ambassadeur Lankes m'a téléphoné le 26 novembre pour me confier ses impressions : le coup a échoué par suite d'une mauvaise coordination des sections et de l'incapacité des sections du Palais et de la Radio. Cependant tout n'est pas perdu : une nouvelle offensive, mieux préparée, aura lieu plus tard. Il disait avoir fait un rapport à son gouvernement de ce qui venait de se passer.

Depuis, il n'y a plus eu de contact.

En ce qui a trait aux futurs plans d'agression,

En dehors de la communication liminaire que l'ambassadeur Lankes m'avait faite quelques jours après l'agression, j'avais perdu tout contact avec mes sources d'information.

Tout récemment je suis venu à Conakry et au cours de ce bref séjour, j'ai eu un entretien avec Sagnou Mamadi au sujet de la situation. Il en a profité pour me communiquer les nouvelles les plus récentes relatives à une nouvelle attaque de la Guinée.

Une puissante organisation est en préparation en Guinée Bissao surtout depuis la Conférence de l'O.T.A.N à Lisbonne. Elle groupe le Portugal, la France, l'Allemagne Fédérale et les Etats-Unis, l'Afrique du Sud. Il a été recruté des milliers de mercenaires qui sont en entraînement intense dans toutes les spécialités : Marine, Aviation, Armée de terre. Ils disposent de 5 sous-marins, d'une vingtaine de mirages et d'une dizaine de bombardiers géants.

Leurs objectifs : Conakry, Boké, Labé. Il est envisagée une action combinée terre — mer — air. Les infiltrations sont prévues : A Conakry par la mer (sous-marins) précédées de bombardement intenses ;

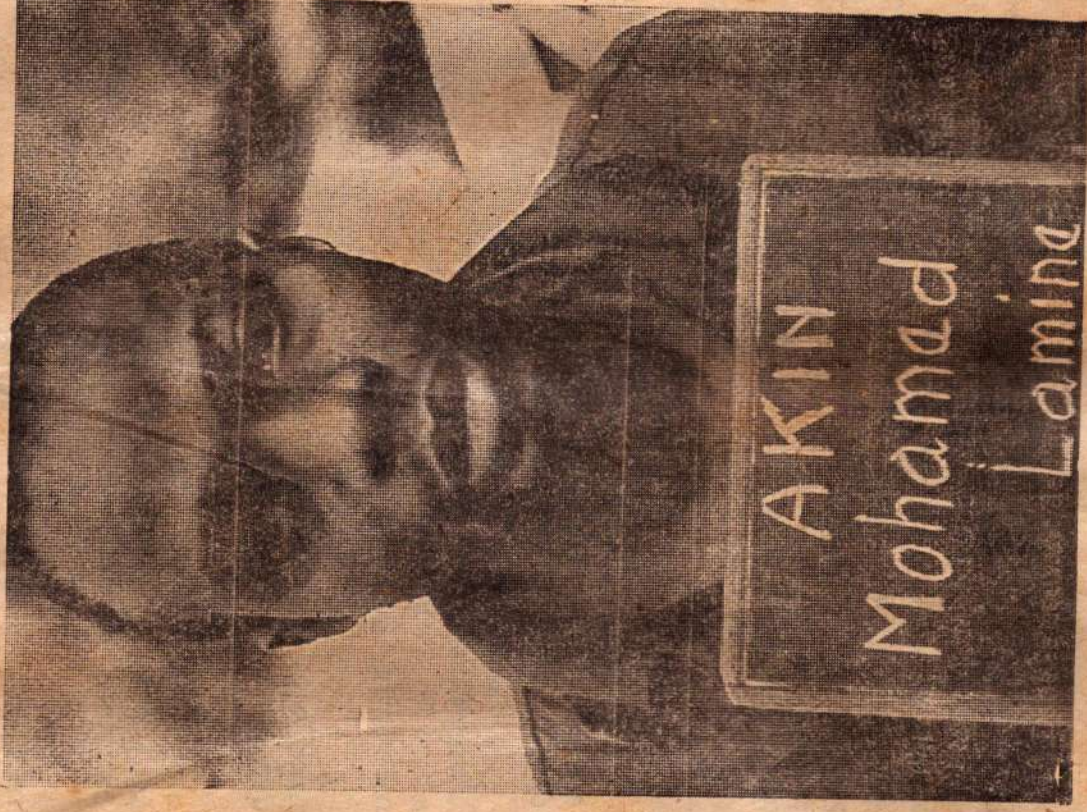
— A Boké par la frontière et des troupes aéroportées.

— A Labé à partir du parc de Niokolokoba vers Gaoual — Koundara — Labé.

A Conakry l'objectif n° 1 sera la Radio qui devra être prise ou démolie. Les émetteurs seraient par la suite reliés à une installation d'un des sous-marins qui sera réglée sur les longueurs d'onde de « la Voix de la Révolution » ce qui permettra de lancer des appels au calme et de proclamer la victoire.

Les troupes guinéennes, privées de la voix de leur leader, seraient prises de paniques et invitées à désarmer sous peine de massacres sans précédent.

En Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud, paraît-il s'organise avec des moyens aussi puissants pour occuper la Guinée Forestière et notamment le Mont-Nimba. Aucune précision.



J'ai eu à la fin de l'année 1956, le grand privilège d'assister à Siguiri, où les Ballets Africains se trouvaient en répétition à la campagne électorale du PDG. J'ai été enthousiasmé et conquis totalement par le programme africain et nettement progressiste du P.D.G. Cette campagne électorale m'avait fortement marqué. Par la suite, j'ai été de nouveau impressionné par l'exposé que fit, si j'ai bonne mémoire, à la Porte Dorée, à Paris, le Secrétaire Général du P.D.G. et député, aux étudiants africains. Aussi lorsqu'en 1957, Keita Fodéba m'écrivit pour me demander de venir participer à la grande œuvre de réhabilitation de l'Afrique que menait le P.D.G. en m'occupant du Cinéma, ma confiance en Keita Fodéba se rétablit, je lui donnai mon accord et

constituer pour elle, un danger et Bengaly en tant que membre du B.P.N. savait mieux que moi, la ligne à suivre. Il fallait s'y conformer ou partir. Mon dilemme était partir servir le colonialisme ou rester avec le Parti d'avant garde. Je choisis de rester malgré tout.

PREMIER CONTACT AVEC L'ALLEMAGNE FEDERALE

Je fus affecté aux Affaires Etrangères. De là, je fis un article sur le Marché Commun Européen. Après la parution de cet article, Fodéba me convoqua à son bureau et me demanda si je voulais être journaliste ou réalisateur. Si je voulais être réalisateur, il me retournerait à l'Information ; dans le cas contraire, il me demandait d'arrêter de tels articles qui ne sont vraiment pas de mise sinon, il ne pourrait pas venir en aide s'il m'arrivait quelque malheur. Il souligna que c'était la deuxième fois que mes initiatives malheureuses le mettaient en difficulté.

Réalisateur de films, je choisis donc de le demeurer. Je retournai peu après à l'Information. Mais ma déception était grande. J'ai appris que deux films guinéens avaient été réalisés par la Régie Française du Cinéma, de Polad à des prix exorbitants sans que la Guinée soit propriétaire des négatifs, que la COMACICO et SECMA avaient obtenu d'importants transferts alors que le jeune cinéma guinéen ne pouvait pas disposer de devises pour réparer ses appareils de production de films. En outre les appareils de projection étaient en panne également, en bon nombre.

Néanmoins avec Diop Alassane et le Dr. Alpha Ahmadou, je tentai de faire ce que je pouvais, avec prudence désormais. C'est alors que le Dr. Reichard, attaché culturel de la R.F.A. avec lequel j'avais lié des rapports amicaux et avec lequel je sortais souvent pour boire, me proposa son aide pour renouveler notre matériel de production. Très heureux, j'en fis part au Dr. Diallo Alpha Ahmadou, alors à l'Information avec Diop Alassane pour ministre. Il prit l'affaire en mains.

A son passage, le député socialiste Wischnevski que je rencontrai par l'intermédiaire de Reichard nous promit son aide.

Lorsque j'en parlai avec Fodéba, il m'informa qu'il était au courant et m'assura qu'il interviendrait auprès de Naby Youla à l'époque Ambassadeur de Guinée à Bonn pour qu'il appuie le projet. J'étais enchanté de pouvoir recommencer à faire des films.

En effet, à titre gracieux, pièces de rechange et films vierges arrivèrent. Nous avons alors remis en marche nos appareils de marque française. Et nous nous sommes lancés dans la production des actualités. Je fus bientôt ironique-

ces forces tenaces, armement et moyens logistiques). De toutes les façons, ces plans devaient être mis en exécution avant ou pendant la fête du 2 Octobre.

Pour terminer, j'indiquerai les noms des agents du réseau ouest-allemand que je connais avec certitude et ceux que je présume en être membres :

éléments certains :

Zoumanigui Kékoura, Capitaine Kourouma Charles, Barry Oumar, Sako Abdoul Salam, Capitaine Condé Mamadou, Coumbassa Abdoulaye, Kéita Kara, Adjudant Diallo Karo du Camp Boiro (Infirmier).

Adresse au Chef de l'Etat

Très Cher Prési,

Je m'adresse à toi dans les lignes qui vont suivre pour implorer ta clémence et celle de mon Peuple parce que j'ai fauté.

C'est la première fois de ma vie que je te tutoie. Je choisis de le faire en cette occasion pour conférer à mon propos l'accent de sincérité qui convient.

Mes fautes, en raison de la confiance et de l'attention particulière que tu me portes sont lourdes de conséquences. Les causes en sont nombreuses que tu comprendras sans doute au fil des événements de notre pays.

Des adversités que je me suis employé à dominer et que tu as toujours su endiguer ont fini par avoir raison de mon jeune âge et de mon expérience insuffisante de la vie. J'ai succombé.

Pardonne à un jeune que tu as fait et qui te reste fort attaché malgré certaines apparences. Saches surtout, Cher Prési, que si tu as pu glisser entre les trames des multiples machinations qui guettaient ta personne et la vie du régime, ta force a toujours résidé dans ta candeur et la magnanimité et jamais dans la vengeance. « Je ne puis contrarier le verdict populaire » me répliqueras-tu. Cependant si Camarade Président, parce que ce généreux Peuple de Septembre qui te reste si viscéralement attaché ne saurait rien te refuser. Tu peux donc quelque chose pour repêcher la brebis égarée que je suis.

Si Je bénéficie de ce premier pardon pour absoudre cette première faute, mon énergie et ma volonté demeureront tendues vers la réalisation du serment que je formule aujourd'hui : celui d'être et de demeurer l'un des meilleurs fils du Peuple de Guinée.

37 ans d'âge, 7 enfants à bas âge et leur pauvre maman, telle est ma carte d'identité que je sou mets à ta méditation. Je ne désespère pas Prési, parce que j'ai foi en ta grandeur d'âme.

Marcel Mafo

de quitter les Ballets Africains. Le nouvel imprésario des Ballets un homme nettement réactionnaire, Sayaret, membre, comme il me l'a dit lui-même, d'une loge maçonnique pour réussir dans le spectacle, nous avait entraînés à nous produire sous le haut patronnage d'une organisation de secours aux blessés rapatriés d'Indochine, mettant, avec l'accord de Fodéba, bon nombre d'entre nous devant le fait accompli des contrats signés par lui avec le théâtre des Ambassadeurs et par nous avec Fodéba. En outre le programme des tournées écartait systématiquement les propositions venant des pays socialistes.

Les entretiens orageux que nous avons dû avoir me permirent de comprendre que les Ballets avaient viré de bord et qu'il ne restait plus qu'à m'en aller. Je partis donc pour la Télévision. Cependant 8 années d'amitié forgée par les joies et les peines communes se détruisent difficilement. Aussi Fodéba et moi, avons gardé des rapports cordiaux. Lorsqu'il retourna en Guinée et devint membre du gouvernement du Parti Démocratique pour lequel j'avais une très grande admiration, nos divergences avaient pris fin. C'est ainsi que, sans faire de difficultés, j'accueillis favorablement sa proposition d'autant plus qu'il m'annonçait qu'Alasane Diop avait déjà rejoint Conakry. Ce que je fis à mon tour avec enthousiasme.

Première Déception : Responsable du Cinéma, je commençais à l'époque l'implantation des projections de films dans les comités, fixant ainsi une partie des spectateurs dans leurs quartiers et drainant une partie des recettes dans les caisses de l'Etat. C'était la première intrusion dans le domaine de la COMACIO et de la SECMA.

Un soir que j'étais chez lui, Fodéba me conseilla d'aller doucement que seuls les marxistes créent des cinémas d'Etat et que le P.D.G. n'étant pas marxiste mais une organisation africaine à caractère progressiste.

La chasse aux marxistes et à leurs alliés était ouverte, qu'il ne pouvait pas m'aider s'il m'arrivait malheur. Quelques temps après, il me fut demandé par le ministre de l'Information d'alors Camara Bengaly, un rapport sur l'organisation future du Cinéma et la liste des films que possédait le Service Cinéma. Un mois après, j'ai eu la désagréable surprise d'entendre que le jeune cinéma guinéen devait se suffire à lui-même. J'ai eu dans la cour même de l'Information à en discuter avec Jacques Demarchelier qui faisait à cette période de fréquentes visites au ministre Bengaly Camara et à son Directeur de Cabinet Bangoura Karim. Je m'ouvris à eux en leur disant que ce serait tuer le pousin dans l'œuf et qu'un coup dur était donné au développement du cinéma national. Trois semaines plus tard, j'étais liquidé de l'Information. Lorsque j'ai eu à discuter avec Fodéba, il me conseilla de me taire ou de partir. Il me rappela qu'il m'avait prévenu, que mon action portait atteinte à certains intérêts, que si je voulais servir la Guinée, je ne pouvais pas

panne, il fut impossible d'obtenir de nouvelles pièces de rechange mais Reichard proposa l'agrandissement de notre laboratoire et cela aboutit à un accord entre la Guinée et la RFA début 1966. J'accompagnai le Dr. Diallo Alpha Ahmadou à Bonn pour la signature de cet accord. Le matériel ne tarda pas à commencer d'arriver.

Mais le Cinéma ayant été trop tôt mis au régime du budget autonome, il connaissait des difficultés financières; aussi la production ne pouvait être viable.

Pour corriger cet état de chose, un projet de décret fut soumis, qui créait officiellement la Régie, lui donnerait de solides assises en lui conférant la primauté sur les sociétés Comacico et Soguiciné.

Puis j'allai en Allemagne pour un séminaire où je devais rencontrer Teuscher.

Comment j'entraî dans le réseau SS Allemand :

A mon retour d'Allemagne, Lachs qui était arrivé à Guinée presque en même temps que le matériel fourni par RFA, s'entretint avec moi à plusieurs reprises sur la coopération avec l'Allemagne, sur l'aide apportée à Fodéba à la Défense pour s'affirmer et assurer sa popularité, sur les immenses possibilités de l'Allemagne en matière de coopération et sur son désir d'aider la Guinée.

Il souligna que les richesses artistiques récelées par la Guinée méritent d'être mises en valeur par le film. Il parla également du Studio de tournage à construire et à équiper. Je vis que la Guinée deviendrait le Centre Cinématographique de l'Ouest-africain et je fus acquis à l'idée qu'il fallait nécessairement coopérer avec l'Allemagne. Plus tard, il me proposa d'adhérer au réseau allemand qui serait une sorte d'amicale des amis de l'Allemagne Fédérale pour une coopération fructueuse avec la Guinée. Indigné, je menaçais de le dénoncer. Il me conseilla de réfléchir avant d'agir dans ce sens, car l'un de mes amis était des plus haut placés dans le gouvernement, qu'il serait souhaitable que je le consulte avant d'agir, que tout incident outre peut mener loin et m'attirer de fâcheux ennuis, conduirait à la suspension de l'aide. Donc finis les beaux et grands projets pour le Cinéma, il me précisa que Fodéba n'était d'ailleurs pas seul. Je suis allé voir Fodéba. Il me confirma les dires de Lachs. Il ajouta que c'est l'une des raisons pour lesquelles les services secrets français qui lui en voulaient, ont provoqué son départ de la Défense en faisant circuler des menaces sur son compte et qu'en revanche, il participait pour de bon aux activités pro-allemandes pour faire bien marcher son nouveau ministère, faire taire les mal-intentionnés, qu'il s'agissait de prendre le plus possible à l'Allemagne pour construire la Guinée et ébluir sa popularité car on ne sait jamais, que d'ailleurs les amis de l'Allemagne étant nombreux et très haut placés, les informations que je pourrai fournir à Lachs leur seront déjà parvenues, et qu'en sus, elles couraient les rues de Conakry ; qu'il s'agit simplement d'un test pour permettre de juger si effectivement je suis oui ou non pour une coopé-

LA 5^{ME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

ration avec la RFA. Il termina en me rappelant que la lettre que je lui avais adressée m'avait fait des ennemis dans l'Armée, que si j'y ajoute des civils, alors tant pis pour moi car nulle part je ne pourrais aller, les services secrets étant très puissants.

La toile d'araignée avait capté la mouche. Je capitulai. Je devenais membre du réseau des services secrets allemands en Guinée. Je me réfugiais dans l'alcool.

Lachs entretenait cet état de choses en me fournissant et du vin et du Whisky et bien d'autres boissons alcoolisées. Il m'est arrivé de parler avec lui de mes premières difficultés en Guinée. Il m'expliqua que c'était l'œuvre des réseaux français mais que tout cela était terminé, maintenant que la coordination des intérêts et donc des efforts était faite. Mais je gardai une blessure profonde.

Plus tard, il me dit qu'il était difficile de maintenir une coordination des efforts car si le monde accepte le but, tout le monde voulait aussi être chef, que cela pouvait tout perdre, un jour. Il refusa à l'époque de me donner des noms car selon lui, moins je savais, moins je courais de risques et que cela était mieux pour moi. J'en restai là.

Entre temps, Tibou Tounkara était venu à l'Information. Nous avions eu quelques problèmes, mais Naby Youla au cours d'un bref séjour à Conakry me promit d'arranger les choses. Par la suite, nos relations se sont améliorées jusqu'au jour où vint travailler à Sily Cinéma pour ses expériences, dans nos salles de laboratoires, un professeur français qui étudiait les réactions du cerveau face à certaines couleurs et les possibilités de provoquer et de conditionner les réactions du cortex à la perception visuelle de certaines couleurs.

Des guinéens étaient soumis à des tests en grand nombre. Je ne sais ce qui s'est passé à cette époque, mais Lachs, puis Fodéba me demandèrent de ne pas favoriser cette expérience, menée certainement par les services secrets français qui pourraient utiliser les résultats de cette étude pour envoyer des films traités selon ce procédé, conditionner les guinéens en faveur de la France. Lorsque je fis remarquer à Fodéba que c'était le Dr. Conté Saïdou qui avait signé le contrat, il me répondit énigmatiquement que c'était pour un recueil de poèmes. En outre, les frais de séjour à Conakry du professeur lui étaient versés par la Soguinéine et à chaque passage en Guinée, Jeanday ne manquait pas de s'enquérir de l'expérience et de venir voir le professeur au travail.

Je pris des dispositions pour créer le maximum d'obstacles à cette recherche scientifique. Le Dr. Baba Kourouma

Il n'y a plus eu de remous et ce fut le travail de renseignements auquel je me livrai dans la cellule de l'Information. En outre, la construction du laboratoire avançait lentement. Toutefois, il convient de dire qu'à plusieurs reprises, je me plaignais auprès de Lachs, de la lenteur que connaissait la livraison du matériel d'équipement par la RFA. Il rejetait chaque fois la faute sur la lenteur de la construction. Mais lorsque nous avons pris des dispositions pour obliger le directeur de l'E.N.C.P. à accélérer le rythme de travail en demandant l'intervention de son ministre de l'époque, Lachs entra dans une violente colère et me reprocha de ne rien comprendre. Il expliqua que la lenteur était calculée, que cela entraînait dans le cadre de la préparation d'un coup d'Etat militaire afin d'instaurer un gouvernement qui, dans notre secteur Cinéma, nous permettrait de faire des films, que si le laboratoire était prêt maintenant il risquait de servir comme la Radio, à populariser des mots d'ordre communistes et à consolider le régime, mais pas à le renverser.

La lenteur continuait donc, pénible pour moi. Un jour, Lachs me donna le calendrier des livraisons du matériel. Je crus qu'il avait enfin compris notre impatience de commencer à réaliser des films.

C'est alors qu'éclata le complot de 1969. Avant son arrestation, Keita Fodéba était informé sur les différentes phases de l'enquête, mais je ne connaissais pas ses sources de renseignements. Cependant, je trouvais chez lui, un soir Fofana Karim, Diop Alassane et le Commandant de l'Arrondissement de Maréla où les parachutistes assassins du regretté Boiro Mamadou avaient été arrêtés. Ce dernier donnait force informations sur l'événement, sans doute de bonne foi.

Après les différentes arrestations, Lachs conseilla de tout mettre en veilleuse car il fallait d'abord faire le point. Un jour, il dit que la situation n'était certes pas brillante, qu'il s'avèrait nécessaire de procéder à une réévaluation du réseau allemand qui s'est révélé à celui des français, de trouver une solution aux problèmes de direction et de coordination des services secrets. Il ajouta néanmoins que cela était au-dessus de ses compétences.

Peu après s'ouvrirent un peu les cloisonnements des cellules qui permirent d'avoir des explications sur les faits auxquels j'ai été mêlé auparavant, sans en connaître les tenants et les aboutissants.

Ainsi par exemple, Makassouba, alors à l'Intérieur, contrôlait la censure. A l'époque, il devait y avoir mésententes et des aboutissants.

tard, je sus qu'il s'agissait de l'entraînement de Kéita Tidiane.

Après ce nouvel échec, le calendrier de construction que nous avait présenté Lachs connut un nouveau ralentissement dans l'exécution. Un inspecteur vint de la R.F.A. pour visiter les installations déjà faites au Studio, évaluer l'état d'avancement des travaux et le volume et la nature de nos besoins. Il expliqua que le ralentissement des livraisons du matériel était dû au fait que notre projet a dû passer d'un ministère à un autre quant au financement et au contrôle. Ce transfert d'un ministère à un autre a été fait en six mois. L'inspecteur du projet partit mais aucune de ses promesses ne se réalisa. Subitement, les livraisons de matériel reprirent à un rythme accéléré. Les travaux de construction aussi suivirent la même allure.

Un spécialiste devait venir qui installerait telle et telle salle, un autre venait pour l'implantation du studio de tournage, il devenait urgent de nettoyer le cimetière. Sans raison, tout devenait pressant, tout était pressé. Et alors, s'ouvrirent plus encore les compartiments les actions s'interpénétrèrent, suivirent enfin et le 22 Novembre et mon arrestation.

En ce qui concerne le Dr. Diallo Taran, c'est par hasard qu'un jour, début Novembre 1970, alors que j'étudiais avec le Secrétaire d'Etat à l'Information des problèmes de service, il fit son entrée dans le bureau.

Je me préparais à me retirer quand le Secrétaire d'Etat à l'Information m'invita à rester. Il fit les présentations, puis le Dr. Taran exposa le but de sa visite.

Il demandait, pour poursuivre le noyautage de la Fédération de Conakry I, le concours de la Radio, il souhaitait entendre souligner constamment et davantage les activités du Bureau Fédéral afin de mobiliser mieux les militants autour de lui.

Puis, il m'invita à aider la Comacico à faire passer le plus possible de ses films à la censure car le Secrétaire Fédéral de Conakry I, Bangoura Kassory qui connaissait bien les patrons de cette société était de plus en plus sollicité par eux, le nombre de leurs films rejetés par la censure étant élevé, il y avait perte énorme ; il rappela d'après les dires du secrétaire fédéral, les difficultés rencontrées par mademoiselle Quellier, directrice de la Comacico-Soguinéine et souligna le manque de coopération de l'Information, notamment de Sily-Cinéma. Il souigna que la Comacico-Soguinéine pouvait nuire au Fédéral si cela devait continuer et qu'il fallait prendre des mesures.

Je devais lui expliquer que je n'avais aucune prise sur la censure qui rejetait parfois des films importés par Sily-Cinéma.

pérence ainsi que Tibou Tounkara. Aussi nos relations devaient connaître quelques difficultés.

Mais la chance devait simplifier les choses lorsque la Comacico importa un film dans lequel le Dr. Mabuse conditionnait le cerveau de ses victimes par rayons ultrasons et leur faisait commettre des crimes. Une projection fut organisée au Palais et ceux qui y assistèrent, discutèrent longuement du film. En conclusion, la majorité se dégagea pour déclarer dangereuse l'expérience du professeur et convint qu'elle devait être arrêtée. Néanmoins, il me sembla que certaines influences s'exercèrent pour maintenir l'expérience, car il se passa un bon moment avant que le professeur ne l'arrête. Il quitta Conakry et le Dr. Baba Kourouma vint faire enlever le matériel utilisé pour l'expérience, les graphiques, etc...

Depuis Mai 1967, Fodéba me demanda de faire appliquer l'un des points du décret concernant la circulation des films. Il était difficile de l'appliquer immédiatement, sans avoir au préalable préparé un point de chute pour le cas où les sociétés importatrices de films réagiraient négativement. Ce travail de préparation, d'explication était en cours mais n'était pas terminé. Je lui ai souligné donc les difficultés. Fodéba me dit que c'était un moyen de pression qu'il fallait utiliser, immédiatement contre certains entêtés. Lorsqu'il comprit que cela ne m'enchantait pas trop, il renonça. Je fus étonné d'être appelé de Dalaba où je tournais un film pour venir à Conakry signer le texte d'application préparé par Tibou. Je le signai et partis pour Dalaba de nouveau. On passa à l'application. Ce fut bientôt l'impasse avec la Comacico et la Secma qui arrêtaient l'expédition des films sur la Guinée. En réplique, nous avions bloqué leur sortie. Alors, les mêmes films, des mois durant, passèrent et repassèrent sur nos écrans. Cela suscita le mécontentement des spectateurs.

Cette époque connut des allées et venues des patrons de la Comacico et de la Secma notamment de Jeanday ; des lettres de Demarchelier furent adressées à Tibou et à moi. Mais ayant compris que la Régie gagnerait dans cette épreuve, nous tenions fermement nos positions.

Demarchelier qui était rentré de France fit de nombreuses démarches et je le rencontrai un soir chez Fodéba qui me demanda d'aider le ministre Diallo Alpha Ahimadou qui, entre temps, avait hérité de cette situation en revenant à l'Information. Il me dit que ce dernier était à la recherche d'une solution équitable et que je devais l'épauler.

Aussi, lorsque débarquèrent à Conakry, Jacquin, Jeanday, et Torrè, le problème était en voie de solution. Je fus convoqué également par Bangoura Kassory qui demanda mon concours pour faciliter les choses.

C'est Diallo Alpha Abdoulaye Portos qui présida la réunion et nous avons pu aboutir à un accord.

Lachs m'informa que les conflits de personnes avaient failli mettre en danger la coopération entre les services secrets allemands et français, mais, heureusement, les choses se sont arrangées.

acquisitions en France, servie par une habile publicité basée sur de la RFA, allemande montant, la Comacico accrut considérablement le nombre des films traitant de la dernière grande guerre mondiale dans lesquels les soldats nazis, les « SS » et la Gestapo se disputaient la palme de l'horreur et de l'abject. Makass ordonna alors à la censure d'interdire purement et simplement la projection de tous les films ayant pour sujet la guerre.

Au moment de l'affaire Agrima qui vit certains responsables de cette Entreprise Nationale aller en prison, je sentis Fodéba très ennuyé. Cependant, discutant avec Barry III que nous avions rencontré au cinéma un soir, je l'ai entendu dire : « Bon d'accord. Baldet sait bien que cette affaire me salit dans l'opinion, bien qu'elle ne concerne pas ma gestion, mais j'espère qu'il réussira à l'enterrer dès qu'il aura obtenu ce qu'il veut ».

En effet, l'affaire connut peu après un dénouement. Je ne sais si ce dénouement était heureux ou malheureux, mais on cessa bientôt d'en parler en ville.

Tous ceux qui ont approché Fodéba conviendront qu'il était très méfiant et discret. Avec lui, les explications étaient très rares, on exécutait très souvent sans connaître les mobiles de ses propres actions, et Lachs qui était à l'Information, convaincu du peu de réalisme des artistes et de leur manque de sérieux, car bon nombre fréquentaient trop les bars, ne se livrait que quand cela était indispensable, c'est-à-dire pas souvent. En outre, il nous appartenait plutôt de lui fournir des renseignements.

Néanmoins, je puis dire que Fodéba n'envoyait jamais son courrier par la poste de Conakry. Les plis sérieux comme je l'ai entendu dire partaient toujours par les soins des diplomates guinéens. Ce jour-là, il y en avait à expédier par poste de Dakar, d'une escale en Europe, à remettre en mains propres à Bangoura Karim et à Marof dont il recevait des messages par Zoumanigui.

Lachs, quant à lui, ne recevait ou n'expédiait son courrier que par l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Conakry ; Bodé également. Tous deux pouvaient, par télex ou cable expédier de l'Ambassade, rejoindre Bonn et recevaient les réponses à leurs messages en moins de quarante-huit heures. Ils utilisaient à discrétion les émetteurs de leur Ambassade. Longtemps un avion militaire relia Bonn à Conakry. Lachs recevait sans aucun contrôle des colis par cet avion. Ces colis lui étaient remis par les militaires allemands qui travaillaient en Guinée dans différentes actions. Sa cargaison, aux dires de Lachs, bénéficiait d'une sorte d'immunité.

Aussi, pendant cette période où le compartimentage devenait moins hermétique, Bodé disparaissait très souvent et cela nuisait à l'installation du matériel. Je le lui fis remarquer peu aimablement. Il me dit alors qu'il travaillait à mettre le point final au régime communiste. Il ne voulait rien ajouter mais sur mon insistance il me parla d'un entraînement qui se faisait au village Tady à Kaporo chez des amis de Diané (Net-à-Sec) les Peguignot. Plus

Fédération de Conakry l'ont les faire passer.

Le Docteur Taran dit du si « l'autre texte » était prêt. Le Secrétaire d'Etat l'information devait répondre que Baldé l'apporterait. Le Docteur lui recommanda d'en faire un texte qui frappe et précise que nous étions début Novembre 1970. J'ai su qu'il s'agissait du texte de la proclamation du nouveau gouvernement prévu après la réussite de l'agression lorsque Fodéba Ousmane l'a apporté à notre réunion quelque temps avant cette agression.

C'est ainsi que j'ai appris que le Dr. Taran était membre du réseau ouest-allemand, que le Secrétaire Fédéral de Conakry I Bangoura Kassory était des nôtres et qu'il fallait l'aider car il avait partie liée avec la Comacico-Soguiciné-co-dirigée par Jeanday et Torre.

Mohamed Lamine Akin

El-hadj BAH OUMAR EX-COMMERÇANT



Je me nomme El-Hadj Bah Oumar. Je suis né en 1912 à Missidé-Dalaba. Je suis fils des feus Bah Boubacar Sidi et de Bah Nènè-Kadiatou. Je suis de profession ex-commerçant. Je suis domicilié à Dalaba au Comité Alpha Yaya. Je suis marié à 4 femmes et père de 22 enfants vivants. Je n'ai jamais accompli mes obligations militaires ni encouru de peine correctionnelle.

REDACTION
ADMINISTRATION
IMPRIMERIE
PATRICE LUMUMBA
2ème ETAGE
TEL : 611 - 28
TEL : 611 - 47
TEL : 611 - 48
TEL : 611 - 49
CONAKRY

HOROXA

Directeur Politique
Léon MAKÀ

Directeur de Publication :
Mamadji KEITA

Directeur
Fodé BERETE

ONZIEME ANNEE 1971

MARDI 31 AOUT 1971

N° 1799

Prix 100 FG

Ahmed Sékou Touré

Que les impérialistes se concertent encore, qu'ils aiguissent leurs armes de destruction, qu'ils mettent leurs fusées, leurs bombes, leurs bateaux et toute leur fortune mal acquise à la disposition des traitres guinéens, aucune parcelle de la souveraineté guinéenne ne pourra plus être reprise à notre Peuple.

LA 5^{EME} COLONNE PASSE AUX AVEUX

SUR LES FAITS

Je reconnais que j'étais un membre du Front anti-guinéen. J'ai adhéré à ce mouvement en 1968, par l'intermédiaire de El-Hadj Bah Thierno Ibrahim. Pour me faire adhérer, El-Hadj Bah Thierno m'a dit ceci : « Bah Oumar, nous avons formé un mouvement. Je te demande d'être avec nous. Ce mouvement doit lutter pour renverser le régime guinéen ».

El-Hadj Bah Thierno m'a promis un camion. Il m'a dit : « Il y a beaucoup de gens qui ont donné leur accord. Je te demande donc d'adhérer ». J'ai donné mon accord.

S'agissant de l'empoisonnement du Président, j'ai été mis au courant par El-Hadj Bah Thierno Ibrahim, que lors de la visite du Président à Dalaba, sa mère Hadja Nènè-Foutah Barry devait mettre du poison dans le repas du Président pour tuer ce dernier. Pour le cas précis de l'assassinat du Président à la Villa-Sily de Dalaba, j'avoue que j'ai été mis au courant par El-Hadj Bah Thierno Ibrahim. Il m'a dit qu'ils ont entraîné les nommés Bah Mamadou, mon fils et Diallo Mamadou Toro, pour attenter à la vie du Chef de l'Etat à la Villa-Sily de Dalaba. Le coup devait avoir lieu pendant l'année 1969.

L'Adjudant-Chef Bah, garde-corps du Président, devait participer au coup qui devrait avoir lieu à la Villa-Sily. El-Hadj Bah Thierno m'avait dit que l'intéressé fait partie du coup, et qu'il doit tout faire pour sa réussite.

Dans le Front, mon rôle consistait à faire la propagande et à recruter secrètement les gens.

Personnellement, j'ai eu à recruter :

- 1° Diallo Mamadou Toro
- 2° El-Hadj Barry Saïkou
- 3° El-Hadj Savané (Boulanger Dalaba)
- 4° El-Hadj Bah Boubacar (Bureau Fédéral Dalaba).

SUR LES FAITS

J'ai fait partie de l'organisation secrète des allemands. C'est par le canal du Docteur Diallo et du ministre Barry Sory.

1° Dans le courant de l'année 1967-68, Docteur Diallo Abdoulaye s'est confié à moi : il m'a dit qu'il me considère comme son grand frère. Après il m'a demandé d'être avec lui dans ses activités politiques du Front. Dr: Diallo m'a dit qu'il n'aime pas sincèrement le régime de la Guinée, qu'il est rentré en Guinée malgré lui. Il a ajouté qu'il a des jeunes de Kankan qui travaillent avec lui dans le Front.

« Je lui ai dit que je suis d'accord pour être avec lui dans ses activités. Docteur Diallo m'a demandé de jouer un rôle de lui donner des renseignements sur la population. Je suis resté en collaboration avec lui jusqu'à l'arrivée du ministre Barry Sory ».

2° Dès son arrivée, le Ministre Délégué m'a appelé pour me dire, lui aussi, qu'il se confie à moi et qu'il compte entièrement sur moi pour être avec lui dans tous les domaines et que, même s'il y a des histoires dans sa famille, il me demande d'intervenir pour arranger.

Le ministre Barry Sory m'a dit de travailler avec lui dans une organisation secrète. Le but de cette organisation était de changer le régime de la Guinée. J'ai donné mon accord et le ministre Barry Sory m'a demandé de lui fournir deux groupes de la population :

- Le premier groupe : les R.D.A cent pour cent.
- Le deuxième groupe : les gens qui n'aimaient pas le Parti.

Le ministre Barry Sory m'a dit qu'il comptait mater le groupe R.D.A. et travailler avec le groupe qui n'est pas

Le militant El-Hadj Shérif Moriwoulen était un bon militant R.D.A. en Côte d'Ivoire. Pour cette raison, on l'a mis en prison 6 mois en Côte d'Ivoire. Il est rentré en Guinée. Arrivé à Kankan, on l'a arrêté, on l'a mis en prison, on l'a frappé. A sa sortie de prison, il a été obligé de quitter la Guinée pour aller s'installer à Bamako où il est mort quelques jours après son arrivée.

Avant l'agression, après l'inauguration du Centre de Bordo, le ministre Barry Sory m'a dit : « Maintenant, ça va chauffer. Alors, les allemands ont amené des armes à Conakry par bateau, et à Kankan par le camion qui transporte leurs vivres, et par un avion cargo militaire. »

Le ministre Barry Sory m'a dit que les allemands avaient amené beaucoup d'armes.

Un jour, je suis allé à Bordo accompagner le ministre Barry Sory. Nous sommes rentrés dans la maison de Seibold et nous avons vu ensemble trois grandes caisses de 500 à 600 armes environ. Je n'ai pas compté, mais c'est à peu près ce nombre. Je précise que chez Seibold, quand on nous présentait les caisses d'armes, le ministre Barry Sory parlait avec Seibold en allemand.

A notre retour au Ministère, Barry Sory m'a dit que toutes ces armes avaient été envoyées pour renforcer l'agression.

Dès l'attaque, les membres de l'organisation devaient renforcer l'agression.

Kankan devait être attaqué par les mercenaires venant par route de la Côte-d'Ivoire et par le parachutage sur le terrain d'aviation et derrière le pont Milo, dans la grande plaine.

Diallo Mamadou Toro qui savent où les armes ont été cachées.

Ces armes étaient destinées pour semer du désordre à Dalaba.

Je jure sur l'honneur que j'ai dit toute la vérité.

El-Hadj Bah Oumar

El-Hadj BALDE M. Saliou

EX-CAPITAINE



Je me nomme El-Hadj Baldé Mamadou Saliou, né le 5 Janvier 1914 à Tougué, des feus Baldé Thierno Mamadou Alimou et de Baldé Thierno Aïssatou. Je suis Gendarme de profession, ex-commandant d'escadron de la Haute Guinée, marié à 5 femmes et père de 16 enfants vivants. Je n'ai jamais été condamné.

Le ministre Délégué Barry Sory était très bien avec les allemands de Bordo, Seibold était son ami, il parlait allemand avec ce dernier, souvent.

Le ministre critiquait toujours le Parti et le régime. Il aimait dire toujours que ce qui l'embête lui, c'est qu'il perd tout son temps pour les réunions et qu'il n'a même pas le temps de faire ses prières à l'heure. Alors moi aussi, je lui disais souvent : « Quand vous travaillez pour un chef, Dieu vous pardonne pour toutes les prières que vous perdez à cause de vos activités. Moi je suis El-Hadj, mais je suis toujours derrière vous, et je ne prie pas tout le temps ».

« Je donnais donc des rapports au ministre Barry Sory, par comité, de la façon suivante :

Prenons pour exemple le comité Koréalen. Je dois dire au Ministre Délégué Barry Sory que dans ce comité il y a tel et tel militants qui sont R.D.A à cent pour cent, je dois lui donner aussi des appréciations générales sur les autres membres du comité ».

C'est ainsi qu'un jour, j'ai dit au ministre Barry Sory que le Président du comité Koréalen, Kaba Mamadi Boudiala, était un R.D.A. cent pour cent. Alors, quand ce Président a fait une demande pour être Commandant d'Arrondissement, le ministre Barry Sory a bloqué sa demande à son niveau. Je reconnais que je lui fournissais ainsi plusieurs rapports sur la situation politique de Kankan.

« Ces rapports permettaient au ministre Barry Sory et au gouverneur Barry Samba Safé de mater les bons militants et de s'entendre bien avec les mauvais ».

« J'étais dans le sous-comité révolutionnaire avec le ministre et le gouverneur. Dans ce comité, voici comment les choses se passaient.

On classait en trois catégories les personnes arrêtées par la Milice, venant de la Côte d'Ivoire :

Première Catégorie : les gens que le ministre connaissait comme membres du Front. Cette catégorie on les libérait, en disant que le temps que ces gens avaient déjà mis en prison était suffisant comme sanction.

Deuxième Catégorie : les gens qui étaient douteux : ils sont du Front ou non ? Ces gens étaient condamnés à un ou deux mois de prison.

Troisième catégorie : les gens qui n'étaient pas du tout membres du Front. Ces gens-là étaient mis en prison pour deux ans.

Je donne un exemple que tout le monde connaît à Kankan :

suivant :

1^o Point de ralliement : Le Ministère

2^o Les P.A. :

1^o Aviation

2^o Camp militaire

3^o 2ème pont avant Bordo

4^o Carrefour Kankan-Koura

5^o Place après école M'Balia sur la route de Kouroussa

6^o Poste de douane, route de Siguiri

Dès le parachutage, on devait occuper l'énergie et rejoindre les P.A. Les éléments parachutés devaient être conduits par des guides. Le but de l'opération était de faire rallier la ville de Kankan et la Haute Guinée.

Après l'agression, avec le ministre Barry Sory, nous avons parlé des armes dans le bureau du ministre. Il y avait ce jour-là, dans le bureau :

1^o Le ministre

2^o Moi-même

3^o Yédoua

4^o Deux autres personnes dont j'ai oublié les noms.

Le ministre Barry Sory nous a dit que les allemands ont caché les armes derrière Bordo, dans le village qui s'appelle le « village Seibold ».

Après l'arrestation, j'ai été chargé par le ministre de perquisitionner la maison de Seibold, et j'ai gardé les clés jusqu'à l'arrivée des membres du Comité Révolutionnaire.

Les éléments militaires et para-militaires dont Barry Sory m'a parlés sont :

1^o Paul Abbas : Ex-directeur Sûreté Haute-Guinée

2^o Condé Mamadi : Directeur adjoint Sûreté Haute-Guinée

3^o Baldé Amadou : Gardien-chef Prison civile Kankan

4^o El-Hadj Baldé Habib : Commandant douane Kankan

5^o Commandant Condé Toya : (Ce dernier s'est opposé à l'envoi des troupes de Kankan à Conakry).

Le ministre Barry Sory avait refusé que les troupes de Kankan partent à Conakry sous prétexte qu'il n'avait pas reçu un ordre écrit du Président.

Capitaine El-Hadj Baldé Mamadou Saliou